

**KAMA | AFRICA : 11 OCTOBRE 2020 : [ LYBIA : Nigerian migrant worker burned alive in Libya | BURUNDI : GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI 1972 - La CVR rencontre le PREMIER MINISTRE | RDC CONGO : Affaires Minembwe - Félix Tshisekedi annule l'instauration de cette commune rurale | La GUADELOUPE attaque en justice le raciste journaliste Français - M. Zemmour et sa chaîne CNews | KENYA : Egypt seeks Kenya's help in row with Ethiopia over Nile dam | L'UNION AFRICAINE lève les sanctions contre le Mali ]**



**sources : digitalcongo.net | theeastafrican.co.ke | The New Times | cas-info.ca | Google | thecitizen.co.tz | jambonews.net | CNN | DW | niameyetles2jours.com | CVR BURUNDI |**

**GUADELOUPE** : RACISME - Le Département de la Guadeloupe porte plainte contre un journaliste Français Raciste - M. Zemmour et sa chaîne CNews

**BURUNDI : GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI 1972 - La CVR rencontre le PREMIER MINISTRE** | Victoire panafricaine contre le Néocolonialisme – Solidarité Négative des Européens contre le BURUNDI à GENEVE, HRC – OHCHR  
**RDC CONGO** : URGENCE - Koffi Olomidé a perdu sa mère | **Affaires Minembwe: Félix Tshisekedi tient à suspendre l'instauration de cette commune rurale - Annulation de la commune rurale de Minembwe : la VSV satisfaite de la décision de Tshisekedi - le CLC appelle à supprimer le ministère de la Décentralisation pour cause des confusions - Tshisekedi interdit à Ruberwa d'évoquer Minembwe** | Goma : le Burundi sèche toujours le sommet à cause du Rwanda

**TANZANIA** : ELECTIONS 2020 - Magufuli promises heaven on earth for Dar city

**KENYA : Egypt seeks Kenya's help in row with Ethiopia over Nile dam**

**RWANDA** : Dictature - Un grand procès annoncé contre Paul Rusesabagina et des membres du FLN | Rwanda 1990 – 2020 : La guerre de trente ans - Les Rwandais viennent de vivre 30 années de guerre sous une forme ou une autre, certains sont sur le chemin de l'exil depuis 1990

**LYBIA : Nigerian migrant worker burned alive in Libya**

**UNION AFRICAINE : L'Union Africaine lève les sanctions contre le Mali**

**GAMBIA** : The Debate On Jammeh's Return To The Gambia | Gambia: Is the EU Adopting the Right Approach On the Constitutional Impasse?

**NIGER** : la croissance devrait atteindre 9 % à moyen terme, grâce aux exportations de pétrole

**ZIMBABWE** : Le gouvernement confie à Caledonia Mining l'évaluation du potentiel des actifs aurifères publics

## HAÏTI :

**Haïti - ONU : Déclaration Helen La Lime sur la situation d'Haïti devant le Conseil de sécurité**  
07/10/2020 12:04:39<https://www.haitilibre.com/article-31985-haiti-onu-declaration-helen-la-lime-sur-la-situation-d-haiti-devant-le-conseil-de-securite.html>

Mme Helen La Lime, Représentante Spécial en Haïti du Secrétaire Général de l'ONU António Guterres, a fait une déclaration sur Haïti lors de la session du Conseil de sécurité sur le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) le 5 octobre 2020, déclaration que nous publions dans son intégralité et que nous vous invitons à partager.

Déclaration d'Helen La Lime :

« Monsieur le Président, distingués membres du Conseil,

C'est un honneur d'avoir l'occasion de vous faire le point sur la situation en Haïti, à la veille du premier anniversaire du départ des troupes de maintien de la paix du pays et de la création du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. Au cours de ses douze premiers mois de fonctionnement, le BINUH s'est efforcé de s'acquitter de son mandat en cherchant, entre autres, à créer un environnement propice pour que les secteurs clés de la société haïtienne sortent de l'impasse dans laquelle le pays est actuellement installé et le mettent sur un chemin vers la stabilité à long terme et le développement durable.

Néanmoins, alors que nous nous réunissons aujourd'hui, Haïti lutte à nouveau pour éviter le précipice de l'instabilité. L'appréhension de l'avenir est de plus en plus palpable, mais surtout depuis l'assassinat choquant, le 28 août, du président du Barreau de Port-au-Prince, Monferrier Dorval, un magistrat respecté dont le meurtre incarne pour beaucoup la faiblesse de l'état de droit dans le pays. Le meurtre de Maître Dorval constitue une perte tragique pour la société haïtienne car il a représenté un exemple d'engagement civique et d'engagement pour la promotion de l'état de droit.

Au cours des derniers mois, les troubles parfois sous la forme de violentes manifestations, sont devenus de plus en plus répandus, et les perceptions d'insécurité sont devenues de plus en plus aiguës. Les gangs continuent de contester l'autorité de l'État, en particulier dans les quartiers les plus peuplés de Port-au-Prince, et un groupe marginal de policiers mécontents se faisant appeler

«Fantom 509» a, avec ses adeptes, semé le désordre dans la capitale les plusieurs occasions. Alors que la police et les autorités judiciaires s'efforcent de relever leurs défis persistants pour répondre aux demandes légitimes de sécurité et de responsabilité de la population haïtienne, la violence persiste et les violations des droits de l'homme continuent d'être commises. La perception généralisée de l'impunité que suscitent ces dynamiques ne peut être contrebalancée qu'en veillant à ce que les droits des victimes de violations des droits humains soient respectés et que les auteurs soient tenus de rendre des comptes.

Bien que la Police nationale haïtienne ait constamment prouvé sa compétence opérationnelle depuis qu'elle assumait seule la responsabilité d'assurer la sécurité sur tout le territoire haïtien, elle aurait besoin d'au moins 10 000 policiers supplémentaires bien formés et équipés pour répondre aux normes de police internationalement acceptées et renforcer sa capacité à assurer la sécurité, des services de police professionnels et respectueux des droits de l'homme à la population. Si, au fil du temps, elle a réussi à inverser les tendances négatives telles que la forte augmentation des homicides et des enlèvements observées ces derniers mois, la PNH doit être financée et équipée de manière adéquate par son gouvernement pour surmonter ses lacunes récurrentes et continuer à se développer pour ces normes internationales.

De même, alors que des progrès ont été accomplis vers la mise en œuvre de la Commission nationale pour le désarmement, le démantèlement et la réintégration - l'organe d'État chargé de

coordonner les efforts visant à réduire les activités des gangs, un soutien continu ainsi qu'une détermination politique inébranlable et une action décisive seront nécessaires pour veiller à ce que la Commission soit capable de s'acquitter de ses tâches alors que le gouvernement s'apprête à adopter une stratégie nationale DDR / CVR et intensifie ses efforts pour lutter contre la prolifération des armes et des munitions illicites.

Monsieur le Président,

L'histoire contemporaine d'Haïti a démontré à maintes reprises que la polarisation politique aiguë et la faiblesse des institutions de l'État sont des catalyseurs de la violence. Depuis que je me suis adressé à ce Conseil en juin, plusieurs initiatives gouvernementales, notamment en matière de réforme économique et de gouvernance, ont pris de l'ampleur malgré quelques critiques internes.

Un nouveau code pénal a été promulgué; certains éléments dont les deux prochaines années seront l'occasion de peaufiner afin de construire un consensus autour d'un texte que tous les Haïtiens pourront adopter. Enfin, la récente nomination par le président Moïse d'un nouveau Conseil électoral provisoire a suscité de vives réactions de la part de segments de la société haïtienne, dont la Cour de cassation; prétendument en raison du manque de représentativité de l'organisme et de l'ampleur de la mission qui lui a été confiée.

Le manque persistant de confiance entre les forces politiques fait obstacle à tous les progrès, sauf le moindre, sur les priorités qui avaient précédemment recueilli un large consensus dans l'ensemble du spectre politique, comme la nécessité d'entreprendre une réforme constitutionnelle pour mieux refléter les réalités haïtiennes actuelles et remédier aux principales lacunes la Constitution de 1987 avant la tenue de nouvelles élections. Alors même que la fenêtre pour concevoir un processus acceptable pour tous se referme rapidement, de nombreux acteurs politiques considèrent la formation d'un consensus politique et la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale comme essentielles à un environnement propice aux élections participatives.

Alors que le pays se prépare à entrer dans un nouveau cycle électoral, il est primordial que les aspects clés du processus électoral, tels que le cadre et le calendrier électoraux, soient traités afin de réduire le risque d'élections contestées et de nouvelles violences. Alors que le BINUH continuera à impliquer les parties prenantes nationales, j'exhorte les États membres à amplifier leur soutien à un processus qui, s'il est correctement géré, contribuera à garantir que les sondages en retard renouvellent le leadership élu d'Haïti, conduisent à une plus grande représentation des femmes dans la vie politique, et revigorer le contrat social entre les citoyens haïtiens et l'État.

Distingués membres du Conseil,

Bien que moins virulente en Haïti que prévu initialement, la pandémie du COVID-19 semble avoir aggravé les effets déjà débilissants de près de deux ans de troubles politiques sur l'économie dupays. Le déclenchement de l'urgence sanitaire au printemps a mis un terme à toute reprise économique potentielle, et depuis lors, la situation ne fait que se détériorer davantage. Malgré une augmentation des envois de fonds et le succès récent des mesures de renforcement de la monnaie nationale, les ménages de tout le pays ont vu leurs revenus baisser tandis que les prix des produits de base ont fortement augmenté, entraînant ainsi une nouvelle augmentation de l'insécurité alimentaire. Les investissements dans les secteurs critiques de la fabrication et de l'agriculture ont stagné, entraînant la perte de milliers d'emplois. Dans l'ensemble, l'impact intérieur de la pandémie, ainsi que l'effet qu'elle a eu sur les économies des partenaires commerciaux essentiels, contribueront probablement à ce qu'Haïti connaisse une autre année de récession.

Pour contrebalancer les effets de la crise multidimensionnelle prolongée et pour revitaliser l'économie, le Gouvernement a l'intention de lancer un plan triennal de relance économique post COVID-19 fondé sur la stimulation de la production et des exportations nationales par la diversification économique, le soutien aux petites et les moyennes entreprises et les investissements dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture. De même, grâce à la mise en œuvre de la politique nationale de protection et de promotion sociale récemment adoptée, il cherchera à renforcer les filets de protection sociale et à améliorer la fourniture de secours aux plus vulnérables, une entreprise qui serait sans aucun doute renforcée par une augmentation des niveaux de financement des donateurs pour une assistance humanitaire.

Monsieur le Président,

Par-dessus tout, c'est la capacité des classes politiques et économiques d'Haïti à faire des compromis et à résoudre leurs différends sans recourir à la violence, ainsi que la capacité des institutions naissantes du pays à prendre les mesures nécessaires qui détermineront si elles sont libres, équitables et des élections inclusives se tiendront dans un climat propice; si les tentatives de redémarrer l'économie et de remettre le pays sur une trajectoire de développement positive réussiront; et si le problème permanent de l'impunité sera enfin résolu.

Tirant parti de la complémentarité des diverses compétences partagées entre le BINUH et l'équipe de pays des Nations Unies, nous sommes prêts à continuer d'appuyer les autorités dans l'accomplissement de ces efforts et à accompagner Haïti dans ses efforts pour relancer le programme de développement durable. Pour remplir efficacement ces rôles, nous continuerons de transformer la façon dont nous travaillons, en utilisant plus efficacement les ressources politiques et programmatiques de l'ONU pour mieux surmonter les obstacles structurels insolubles qui empêchent des progrès significatifs et tangibles en Haïti.

Je vous remercie. » HL/ HaïtiLibre

## **GUADELOUPE :**

### **Le Département de la Guadeloupe porte plainte contre Zemmour et CNews**

Mardi 6 Octobre 2020 - 20h37 <https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/faits-divers/le-departement-de-la-guadeloupe-porte-plainte-contre-zemmour-et-cnews-577674.php>

Josette Borel-Lincertin, présidente du conseil départemental de Guadeloupe, s'est associée aux nombreux Départements gérés par des partis de gauche, pour déposer plainte contre Eric Zemmour et la chaîne CNews suite aux propos polémiques du journaliste concernant les mineurs isolés étrangers.

A l'instar d'une vingtaine de présidents de Départements de France à majorité de gauche, Josette Borel-Lincertin, présidente du conseil départemental de Guadeloupe, a décidé de déposer plainte auprès du procureur de la République contre Eric Zemmour et la chaîne CNews. Le 30 septembre, sur le plateau de la chaîne privée, le journaliste polémiste et éditorialiste a qualifié « les mineurs isolés étrangers de voleurs, d'assassins et de violeurs ». En France, ce sont en effet les Départements qui supportent la quasi-totalité des financements liés à la prise en charge de ces mineurs étrangers non accompagnés.

Josette Borel-Lincertin condamne avec force « ces propos stigmatisants qui ne relèvent pas de la liberté d'expression ou de l'opinion mais qui sont des délits et des incitations à la haine ». Comme plusieurs de ses collègues présidents de conseils départementaux, qui ont la compétence et la responsabilité de la protection de l'enfance, la présidente du Département de la Guadeloupe souhaite qu'Eric Zemmour, déjà condamné il y a quelques jours pour des propos similaires, réponde de ses déclarations devant la

justice. Elle souhaite, en outre, que la chaîne CNews, du groupe Bolloré, « prenne enfin ses responsabilités et qu'elle cesse d'offrir une tribune à ceux qui, comme Eric Zemmour, tournent le dos aux lois et aux valeurs de la République ».

Les propos d'Eric Zemmour ont déclenché une énorme vague d'indignation sur les réseaux sociaux et de la part de nombreuses personnalités. Le vice-président PS du Sénat, David Assouline, et l'association SOS Racisme ont décidé de saisir le Conseil supérieur de l'audiovisuel « afin que soient prises des sanctions à la hauteur de la gravité des propos tenus » envers Eric Zemmour, mais aussi envers CNews qui « a choisi de mettre à disposition d'un ultra raciste un espace quasi quotidien de déversement de haine. ». La Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) a annoncé porter plainte. Elisabeth Moreno, ministre déléguée, chargée de l'Égalité

entre les femmes et les hommes, a demandé à la DILCRAH (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT) de saisir le procureur de la République. De son côté, le parquet de Paris a ouvert une enquête pour « incitation à la haine raciale ».

## **MARTINIQUE :**

**Coronavirus en Martinique : les indicateurs sont en hausse avec 294 nouveaux cas en une semaine** Brigitte Brault • Publié le 6 octobre 2020 à 16h28, mis à jour le 6 octobre 2020 à 16h43 <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/coronavirus-martinique-indicateurs-sont-hausse-294-nouveaux-cas-semaine-878644.html>

L'ARS (Agence Régionale de Santé) a fait ce mardi 6 octobre 2020, le point hebdomadaire sur les chiffres de l'épidémie de coronavirus à la Martinique. Les indicateurs sont en hausse avec 294 nouveaux cas de Covid-19.

Les indicateurs sont à la hausse. 294 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés entre le 28 et 4 octobre 2020.

42 patients sont hospitalisés au CHUM, dont 14 sont placés en réanimation.

Depuis le début de l'épidémie, 1851 cas ont été confirmés à la Martinique. Le taux d'incidence augmente pour toutes les classes d'âge.

3001 tests ont été réalisés pendant la semaine concernée selon les responsables de la santé sur le territoire.

La Martinique reste en vulnérabilité élevée.

**\*\*\* AFRIQUE DE L'EST \*\*\***

**BURUNDI :**

**GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI 1972 : La CVR rencontre le PREMIER MINISTRE**

<http://burundi-agnews.org/genocide/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-1972-la-cvr-rencontre-le-premier-ministre/>

GEOPOLITIQUE, GENOCIDE, JUSTICE – BUJUMBURA, Jeudi 8 octobre 2020 – M. BUNYONI Alain-Guillaume ( Commissaire de Police Général ), PREMIER MINISTRE DU BURUNDI, a reçu une visite.

Le très respectable M. NDAYICARIYE Pierre-Claver, Président de LA COMMISSION VERITE RECONCILIATION (CVR) DU BURUNDI, était venu rendre compte au Premier Ministre du travail accompli par la CVR. Échangeant sur les étapes déjà franchies par la CVR dans la réalisation de sa mission.

Ces derniers mois, à travers de nombreuses provinces du BURUNDI, des fouilles ont été réalisées. Confirmant LE GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972 , COMMIS PAR LE REGIME HIMA BURUNDAIS DU DICTATEUR MICOMBERO [\*].

La société civile burundaise demande UNE LOI SUR LE GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI EN 1972. Proposée par le GOUVERNEMENT et votée par le PARLEMENT DU BURUNDI.

---

[\*] Le GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI par la DICTATURE MILITAIRES DES BAHIMA BURUNDAIS ( MICOMBERO, BAGAZA, et BUYOYA ) de 1965-66 à 2005 [ <http://burundi-agnews.org/hima> ]. Commandité par les USA, le VATICAN, la FRANCE, et la BELGIQUE ( ancien pays Colonisateur du Burundi ) | <http://burundi-agnews.org/le-genocide-regicide/>

\*\*\*\*\*

**MUGERA, lieu vénéré des BURUNDI, devenu LE SYMBOLE COLONIAL au BURUNDI**

<http://burundi-agnews.org/afrique/mugera-lieu-venere-barundi-devenu-le-symbole-colonial-au-burundi/>

DEFENSE, SECURITE, HISTOIRE, COLONISATION – GITEGA ( Commune BUGENDANA ), Samedi 10 octobre 2020 – Les anciens élèves du lycée du petit séminaire de MUGERA ont organisé une réunion. Consistant à préparer la Célébration des 100 ans d'existence de cet établissement en 2026. Proposant de “donner leurs contributions financières pour la préparation ...”.

Le petit séminaire de MUGERA est ce qu'on appelle UN SYMBOLE COLONIAL AU BURUNDI. Un symbole fort ! Ce qui déplaît fortement aux acteurs DECOLONIAUX BURUNDI ( MOUVEMENT DECOLONIAL, PANAFIRCAIN ). Suite à cette initiative de ces anciens élèves, somme pour toute, emprunts d'une bonne intention.

Les BARUNDI sont un peuple de l'UBUNTU [ <http://burundi-agnews.org/ubuntu> ].

Autrefois dans le ROYAUME DES BARUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI – , MUGERA fut un lieu qui abrita la CAPITALE DU ROYAUME pendant plus de MILLE ANS. LA DYNASTIE DE BALENGE ( qui régna du 13ème siècle avant notre ère au 15ème après notre ère – [http://burundi-agnews.org/histoire\\_du\\_burundi.htm](http://burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm) ) y avait fondé son siège. C'était une des grandes forteresses d'une GRANDE INDUSTRIE DU FER dans toute la REGION. A tel point que CETTE DYNASTIE confia le titre aux guerriers des BAMI (CHEFS / ROIS ) BARUNDI, de "SEIGNEURS DE LA LANCE". Les BARUNDI avaient les meilleurs armes. Les plus solides ! Ils étaient très craints dans toute L' AFRIQUE. C'était une très grande armée du MONDE ! Cela se poursuit en héritage avec la suivante ALLIANCE DES BARUNDI, soit LA DYNASTIE DES BAGANWA!

Comment était organisé l'école chez les BARUNDI ? Les jeunes BARUNDI à 12 – 13 ans demandaient à leurs mères d'être initiés par LES BAHUTU [ <http://burundi-agnews.org/hutu> ]. C'était une des TRES GRANDE FIERTE de devenir HUTU chez les BARUNDI ! Des mères ( des mamans ) refusaient souvent ( mais pas toujours ) cette INITIATION à leurs enfants. Souvent car leur enfant était MUHIMA ou HIMA [ <http://burundi-agnews.org/hima> ]. C'est à dire que leur enfant avait UN COEUR PORTEUR DE VICES. Les mères ne voulant pas faire honte à leur UMURYANGO interdisaient souvent ( mais pas toujours ) par anticipation.

Sinon lorsque LES MERES acceptaient, LES ENFANTS apprenaient par les BAHUTU, dont leurs ancêtres BATWA, LES LOIS DE LA NATURE qui fondaient les métiers qu'ils avaient choisi d'apprendre. Ces enfants BARUNDI apprenaient de LA SCIENCE. Devenant par la suite pour les uns de véritables experts. C'est à dire des BAPFUMU [ <http://burundi-agnews.org/bapfumu> ]. Destinés à devenir des acteurs de LA PLANIFICATION D' INGOMA Y'UBURUNDI, à la demande du MWAMI ( chef / Roi ), dans leurs secteurs d'activités précis. D'autres, devenus BAHUTU, si ils étaient INITIES par LES CONFRÉRIES DES BASHINGANTAHE ( Masculin ) OU DES BAPFASONI ( Féminin ), regroupant des êtres porteurs DE CŒURS VERTUEUX , devenaient après une autre INITIATION – LE KWIHUTURA – , des TUTSI ou BATUTSI [ <http://burundi-agnews.org/tutsi> ]. Avec comme mission précise, donnée par le MWAMI, LA GESTION JUSTE D'UNE POLITIQUE DES BARUNDI. Souvent c'était UNE POLITIQUE liée au METIER du MUTUTSI lorsqu'il était MUHUTU. C'était souvent LES BAHUTU "Assistant Maître" qui pouvaient devenir MUTUTSI. Les Maîtres BAHUTU , eux, destinés à devenir DES BAPFUMU, soit des REGULATEURS DE LA SOCIETE DES BARUNDI.

La CONFERENCE DE BERLIN EN 1884 – 1885 ( Un véritable crime contre l'humanité ) octroya le BURUNDI aux ALLEMANDS. Bien entendu, sans en aviser les BARUNDI.

Quelques bataillons ALLEMANDS du KEYZER GUILLAUME qui tentaient d'entrer au BURUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI – furent décimés dans leur entièreté par les redoutables – ABADASIGANA -. Les fameux GUERRIERS ( SEIGNEUR DE LA LANCE ) de FEU MWEZI GISABO GISONGA.

Les ALLEMANDS s'étaient toutefois installés à GITEGA, notamment à MUGERA. Où les pères DESOIGNIES, VAN DER BURGT, et VAN DER WEE qui les accompagnaient, y avaient fondé une paroisse en 1899 : La fameuse mission catholique de MUGERA.

Les ALLEMANDS agaçaient par la perte importante d'hommes. En 1903, après leur victoire d'une bataille à NDAGO, étaient contraints de signer LE TRAITE DE KIGANDA avec LES BARUNDI. Ce TRAITE tomba caduc dès LA FIN DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE ( 1914-1918 ). Dès 1919, le BURUNDI était cédé, par un résidu du TRAITE DE VERSAILLE, à la BELGIQUE. De 1920 à 1926, les BELGES, qui avaient l'habitude de la méthode dure COLONIALE au CONGO, vont décimer toutes les personnalités fondant la structure POLITIQUE, SOCIO-

ECONOMIQUE, ET SOCIALE des BARUNDI. Puis de 1929 à 1934, réformant toute la structure d'INGOMA Y'UBURUNDI.

L'ETAT -INGOMA Y'UBURUNDI -, fondé par l'UBUNTU ( philosophie millionnaire ) comme socle des BARUNDI, fut totalement déconstruit et reconstruit par UNE BELGIQUE, chrétienne et influencé par la rationalité occidentale ( Pensée des LUMIERES cfr. 17ème siècle ).

Entre 1922 et 1936, MONSEIGNEUR GORJU Julien L-Marie fut un des acteurs sanguinaires de cette destruction d'INGOMA Y'UBURUNDI : DÉTRUISANT IMANA POUR LE REMPLACER PAR DIEU ! Par ailleurs , il fit de MUGERA – la toute 1ère cathédrale du BURUNDI. C'était sa résidence.

MONSEIGNEUR GORJU forma aux forceps les premiers prêtres BARUNDI. Les ordonnant entre 1925 et 1933. Ces premiers PRETRES BARUNDI eurent comme MISSION première, détruire L'UBUNTU DES BARUNDI.

A partir de 1959, le VATICAN, pour le compte des USA ( 1ère puissance mondiale d'alors ), a fait sceller UNE ALLIANCE NEOCOLONIALE entre LES USA, LE VATICAN, LA FRANCE, LA BELGIQUE et LES HIMA ( ou BAHIMA ) BARUNDI [ <http://burundi-agnews.org/afrique/burundi-l-accord-neo-colon-ntiruhwama-jean-et-la-belgique-dit-alliance-des-bahima-et-des-belges/> ]. CETTE ALLIANCE NEOCOLONIALE a fait en plus de 40 ans chez les BARUNDI, plus de 4,5 Millions de victimes BARUNDI sur une population de plus de 9 Millions d'âmes aujourd'hui : LE FAMEUX GENOCIDE REGICIDE CONTRE LES BARUNDI [ <http://burundi-agnews.org/genocide.htm> ; <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> ; [http://burundi-agnews.org/agnews\\_refugees.htm](http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm) ]

Ainsi MUGERA, lieu central d'une des grandeurs HISTORIQUES DES BARUNDI, colonisé, était devenu LE LIEU DE LA DESTRUCTION DE L'UBUNTU DES BARUNDI.

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Dimanche 11 octobre 2020 | Photo : Jimbere , Jimmy Elvis Vyizigiro

\*\*\*\*\*

### **CIRGL : Le BURUNDI veut des brigands. Le RWANDA présente des -rebelles- RED TABARA**

<http://burundi-agnews.org/afrique/cirgl-le-burundi-veut-des-brigands-le-rwanda-presente-des-rebelles-red-tabara/>

GÉOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, DEFENSE, SECURITE, DIPLOMATIE – GITEGA, Lundi 5 octobre 2020 – L'officier NKURIKIYE Pierre (OPP1), porte parole du Ministère burundais de l'Intérieur et de la Sécurité publique, a demandé VENDREDI 2 OCTOBRE 2020 au RWANDA, par voie officielle , de lui remettre des criminels, assassins et voleurs de chèvres, sévissant au BURUNDI en provenant du RWANDA. Bref des bandits transfrontaliers !

Voici la demande des autorités BURUNDAISES aux autorités RWANDAISES :

Le RWANDA a lui répondu MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2020 , par voie officielle, par un communiqué datant de 2 jours avant celui du BURUNDI. Assurant avoir capturé 19 combattants burundais ( pas rebelles ) RED TABARA. Soulignant qu'il allait faire intervenir LE MECANISME DE VERIFICATION DE L' INTERNATIONAL CONFERENCE ON THE GREAT LAKES REGION ( ICGLR ) afin qu'il constate.

C'est un nouveau MODUS OPERANDI ! Une première dans les relations burundais-rwandaïses depuis 2015. D'habitude, le RWANDA fusille d'abord les BURUNDI entrant sur son territoire ( Cfr. les pêcheurs innocents BURUNDI tués par les militaires RWANDAÏS sur le Lac RWERU pour s'être aventurés sur les eaux RWANDAÏSES ).

Voici le communiqué des autorités RWANDAÏSES datant du MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2020, sorti le SAMEDI 3 OCTOBRE 2020 dans les média :

Cet après-midi, LE MECANISME DE VERIFICATION DE L'ICGLR est venu constater. 19 jeunes gens masqués ( comme pour ne pas être reconnus ) avec des bottes et un tapis de vieux fusils placés devant eux ! Un officier Burundais était aussi présent. Il avait difficile à identifier ces individus comme BURUNDI. Car malheureusement pour le RWANDA, on ne s'improvise pas MURUNDI, sans une origine collinaire du BURUNDI certifiée ! La vérification risque d'être longue !

Le BURUNDI a demandé des brigands voleurs et criminels transfrontaliers. Le RWANDA veut absolument lui présenter -RED TABARA-. Un groupe de – rebelles – BURUNDAÏS n'existant que sur papier. Regroupant des putschistes du Coup d'Etat militaire raté du mercredi 13 mai 2015 au BURUNDI. Depuis, recherchés par la JUSTICE BURUNDAÏSE ( avec des mandats judiciaires Interpol ) et hébergés au RWANDA.

Du côté burundais, on se demande si ce ne serait pas le “fameux signe d'ouverture diplomatique” tant espéré par le Président du BURUNDI, vis à vis de son homologue RWANDAÏS ?

Apparemment les putschistes de 2015 ( LE DICTATEUR HIMA BURUNDAÏS BUYOYA ) voudraient rentrer au BURUNDI, par négociation, sous l'intermède du CIRGL. Aidés par le RWANDA. Avec pour volonté d'échapper aux tracas judiciaires qui les attendent dans leur pays d'origine ... Cela fait quelques semaines que, sous le patronyme de RED TABARA , ces derniers essaient de se donner une existence par MEDIA interposé. Mais sans réellement convaincre. Cette fois-ci, avec un coup de main du RWANDA ils espèrent y arriver !

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Lundi 5 octobre 2020 | Photo : The New Times, CIRGL

### **Burundi seeks extradition of rebels from Rwanda**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/burundi-seeks-extradition-of-rebels-from-rwanda--2458118>

Monday October 05 2020

#### Summary

Burundi wants Rwanda to “return to Burundi those [suspected] criminals it has apprehended directly, without passing through other mechanisms.”

Rwanda and Burundi have over the years traded accusations related to supporting rebels opposed to their governments.

By IVAN R. MUGISHA

More by this Author

Burundi wants 19 combatants who were arrested in Rwanda deported, a demand that could test the fragile relations between the two neighbours.

Rwanda says the Burundian combatants, who identified themselves as members of the Red Tabara – an armed rebel group – were apprehended in Nyungwe Forest on September 29.

According to the Rwanda Defence Force (RDF), the incident was reported to the Expanded Joint Verification Mechanism (EJVM), a regional conflict monitoring team under the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR), to investigate the occurrence.

Attack

On Sunday, Burundi released a statement demanding the extradition of the “group of armed bandits”, claiming the militants use Rwanda as a hiding base to commit crimes in Burundi.

"A group of armed bandits from Rwimbogo sector in Rwanda attacked two households and killed a 30-year-old man in Kayanza Province in Burundi.

Related

"In pursuit by law enforcement, the group retreated to the hill from where they had come from in Rwanda, taking with them seven goats stolen from the attacked households," Burundi said in the statement without revealing when the attack took place.

Burundi now wants Rwanda to “return to Burundi those [suspected] criminals it has apprehended directly, without passing through other mechanisms.”

Bujumbura said it is seeking reciprocity as it has “always done in cases when Rwandan criminals are arrested in Burundi, so that they may be held accountable to justice.”

Burundi added: "The government once again condemns this heinous act and welcomes the results of the exchange of information with the Rwandan local security forces, at the request of the Burundian security forces, which have made it possible to locate and track the movements of these criminals in their places of withdrawal."

Quelling tensions

On Monday, officials from the regional military framework EJVM visited Nyaruguru District in Rwanda, where the group is being detained, and were briefed on the arrest by the RDF area commander, Major Alex Nkuranga.

Rwanda and Burundi have over the years traded accusations related to supporting rebels opposed to their governments.

But in a move aimed at quelling tensions, military officials from both countries met publicly in August, for the first time in five years, to find common ground on the longstanding tensions that have affected security, trade, and movement.

At the meeting, convened by ICGLR, the two countries negotiated a path towards enforcing security at their common border, although no pact was signed.

Following the meeting, Burundian refugees have been voluntarily returning home with the United Nations refugee agency UNHCR saying more are registering to be repatriated after witnessing a return to peace at home.

\*\*\*\*\*

## **BURUNDI / DEFENSE : La RDC CONGO donne MINEMBWE aux BANYAMULENGE**

<http://burundi-agnews.org/globalisation-mondialisation/burundi-defense-la-rdc-congo-donne-minembwe-aux-banyamulenge/>

GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, DEFENSE, SECURITE, DIPLOMATIE – GITEGA, Jeudi 8 octobre 2020 – Les nouvelles autorités congolaises ont donné la commune rurale de MINEMBWE ( en territoire de FIZI ) aux “BANYAMULENGE”.

Lundi 28 septembre 2020, le bourgmestre de la commune rurale de MINEMBWE, M. MUKIZA Gad ( “MUNYAMULENGE” ) , a été officiellement installé, au mépris des LOCAUX CONGOLAIS, par le ministre de la Décentralisation, M. RUBERWA Azarias ( “MUNYAMULENGE” ) [\*]. Devenant désormais un bout de territoire CONGOLAIS, au SUD-KIVU, aux mains du RWANDA. Une base arrière RWANDAISE en RDC au SUD-KIVU qui pourrait être compromettant pour toute la sécurité dans la région.

Mercredi 7 octobre 2020, une réunion des chefs d'état de la région ( ANGOLA, BURUNDI, OUGANDA, RDC, RWANDA) était organisée à GOMA en RDC. Ainsi le BURUNDI a décliné l'invitation.

Toutefois, en fin de soirée ( du mercredi 7 octobre 2020 ), S.E. TSHISEKEDI Félix, Président de la RDC CONGO, a annoncé LA SUSPENSION DE CETTE DÉCISION aux députés provinciaux CONGOLAIS du NORD et du SUD-KIVU, lors d'une audience. Mais il ne s'agit que d'une annonce ...

Mardi 3 novembre 2020 auront lieu les élections présidentielles américaines. Si les DEMOCRATES reviennent au pouvoir aux USA, la sécurité du SUD-KIVU, du BURUNDI, et de la TANZANIE, pourrait être compromise par cette nouvelle en RDC CONGO.

[\*] <https://actualite.cd/2020/10/04/installation-dun-bourgmestre-minembwe-le-tolle-ne-faiblit-pas>

\*\*\*\*\*

**BURUNDI : Néocolonialisme – Solidarité Négative des Européens à GENEVE, HRC – OHCHR** October 6, 2020 <https://burundi-agnews.org/afrique/burundi-neocolonialisme-solidarite-negative-des-europeens-a-geneve/>

GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, GUERRE HUMANITAIRE, DROITS DE L'HOMME, JUSTICE, ESCLAVAGE, COLONISATION – GENÈVE, Mardi 6 octobre 2020

– Le HRC SECRETARIAT ( UN Human Rights Council ) vient de faire passer au vote le renouvellement de la Commission d'Enquête sur les droits de l'Homme au Burundi.

Aucun pays Africain n'a voté pour “POUR” .Tous les 9 pays européens, par “SolidaritéNégative”, comme pendant l'Esclavage et la Colonisation, Crime contre l'Humanité, ont voté “POUR”. Après avoir contraint -sous pression – tous les pays d'Amérique a voté “POUR”, aidés par unediplomatie US souterraine, seul le VENEZUELA a voté“CONTRE”.

Ce VOTE est une VICTOIRE PANAFRICANISTE.

Au total, 24 POUR , 17 ABSTENTION, et 6 NON. La Commission d'Enquête sur les droits de l'Homme au Burundi est renouvelé pour 1 an. Au nom de quoi ? D'une GUERRE HUMANITAIRE engagée contre le BURUNDI depuis 2015 [\*]. Liée à une GUERRE GÉOPOLITIQUE dans la région des GRANDS LACS AFRICAINS menée par les FAMILLES D'ANCIENS COLONS et ANCIENS ESCLAVAGISTES OCCIDENTAUX contre la CHINE.

Au nom des 800 Millions d'Amérindiens et d'Africains qui ont été victimes de l'ESCLAVAGE et de la COLONISATION, CRIME CONTRE L'HUMANITE dont les responsables demeurent jusqu'à nos jours impunis ! Le Burundi va demander à l'Union Africaine d'interdire le VISA en AFRIQUE à cette COMMISSION NÉOCOLONIALISTE. Ainsi qu' à divers personnalités occidentales ayant trempé dans la tentative de coup d'état raté en 2015 au BURUNDI.

[\*] La REVOLUTION DE COULEUR AU BURUNDI DE 2015 ratée[ <http://burundi-agnews.org/revolution-de-couleur/>]. Suivie de la GUERRE HUMANITAIRE contre le BURUNDI menée par les OCCIDENTAUX [<http://burundi-agnews.org/guerre-humanitaire/>].

\*\*\*\*\*

**TANZANIE :**

### **Magufuli promises heaven on earth for Dar city**

<https://www.thecitizen.co.tz/news/Magufuli-promises-heaven-on-earth-for-Dar-city/1840340-5630964-oh2lwlz/index.html>

Saturday October 10 2020

In Summary

Dr Magufuli now wants to see all constituencies fall under the ruling party saying this year's nomination process was so tight that CCM obtained the cream to win.

By Alawi Masare @AMasare malawi@tz.nationmedia.com

Dar es Salaam. CCM presidential candidate John Magufuli yesterday made promises to change Dar es Salaam City as he marketed the ruling party's candidates in the first day of campaigning in the commercial capital. Ranging from transport infrastructure to health and sanitation projects, Dr Magufuli said he would make sure that the city changes by improving the facilities, finishing the ongoing development projects as well as addressing the existing challenges.

"I want to change the city with advanced infrastructure such as flyovers, tarmac roads and rapid transit facilities which will not only decongest Dar es Salaam but also modernise it," said Dr Magufuli who addressed a campaign rally at the Benjamin Mkapa Stadium.

"I wish one day those landing from developed countries to think that they are still there after arriving in Dar es Salaam. And, this can be done given what we are planning to implement," he said.

Dr Magufuli also defended his big projects, which the opposition has been criticizing as not being people-centred.

He said if the opposition had not seen such projects in other countries, then there was nothing wrong for Tanzania to be the first in having such infrastructure.

Thousands turned out at the stadium to listen to the ruling party's presidential candidate and those seeking constituency seats.

Related Stories

Top artistes - including Ali Kiba, Diamond Platnumz and Harmonise, among others - also entertained the gathering that lasted from morning to the afternoon.

However, the city's hot sun hit on the participants causing some to faint. First aid groups made sure that all necessary support was provided including lifting those who needed assistance.

It was also a good day for food and drink vendors who had camped outside the stadium since morning.

Those with snacks, drinks and ice creams made a killing at the stadium. This is Magufuli's first rally in the commercial capital, which has a significant presence of the opposition.

In 2015 General Election, six of the 10 parliamentary seats in the city were taken by the opposition.

However, three of the opposition MPs later defected to the ruling party and defended their seats through CCM.

Dr Magufuli now wants to see all constituencies fall under the ruling party saying this year's nomination process was so tight that CCM obtained the cream to win.

The marketing of the parliamentary candidates started with the founder and archbishop of Glory of Christ Tanzania Church Josephat Gwajima who is contesting for Kawe constituency. Mr Gwajima did not lead in the primaries but was nominated by the ruling party with Dr Magufuli saying he speaks the truth.

"The winner in the primary elections was my nephew but as a chairman, I dropped his name. He could never compete with Gwajima who always speaks the truth," said Dr Magufuli.

For Ukonga constituency, Dr Magufuli asked Tanzanians to vote for former Ilala mayor Jerry Slaa, saying his father died in a helicopter accident while campaigning for CCM in 2015.

He also warned over dirty campaigns based on tribalism which he said were emerging in Ukonga.

He also touted Prof Kitila Mkumbo for Ubungo constituency saying he will address water supply issues which he described to be low in the area. Dr Magufuli appointed Prof Mkumbo to be the permanent secretary in the Ministry of Water even as the university don was a member of the opposition ACT Wazalendo.

He later defected to CCM and now is vying for the parliamentary seat through the ruling party.

For Temeke and Segerea constituencies whose both candidates from the ruling party were females, Dr Magufuli also warned people who spoke badly about them because of their gender.

"That is outdated politics...in fact women are very humane to ordinary people," he said.

### **Tanzanie : le projet de sables minéraux Tajiri peut être exploité sur plus de 23 ans**

07 octobre 2020 16:51 <https://www.agenceecofin.com/ilmenite/0710-81069-tanzanie-le-projet-de-sables-mineraux-tajiri-peut-etre-exploite-sur-plus-de-23-ans>

(Agence Ecofin) - En Tanzanie, le projet Tajiri produira des sables minéraux sur une durée de vie de 23 ans et permettra de générer des revenus d'environ 1,6 milliard \$. L'étude exploratoire publiée cette semaine prévoit qu'il faudra pour cela que Strandline Resources dépense un capital 125 millions \$.

La compagnie minière Strandline Resources, cotée à la bourse australienne ASX, a publié ce 7 octobre les résultats de l'étude exploratoire réalisée pour son projet de sables minéraux Tajiri, en Tanzanie. Selon l'évaluation, le projet pourrait être exploité sur une durée de vie de plus de 23 ans, avec une production annuelle moyenne de 150 000 tonnes de minerai de fer et 16 000 tonnes de concentré de zircon.

Les travaux de construction nécessaires à la concrétisation de ce potentiel devraient durer 18 mois avec un investissement initial de 125 millions \$. Notons que les données économiques du projet sont tout aussi prometteuses avec des revenus estimés à 1,6 milliard \$ sur la durée de vie de la mine et un EBITDA annuel moyen de 36,8 millions \$. La valeur actuelle nette avant impôts de Tajiri est de 205 millions \$ avec un taux de rentabilité interne de 36 %.

« Ce résultat exceptionnel souligne la valeur et le caractère stratégique du portefeuille de projets de sables minéraux de Strandline [...]. L'importante ressource de Tajiri constitue une base solide pour l'étude, la conception incorporant l'exploitation minière et le traitement conventionnel pour récupérer les produits de sables minéraux hautement commercialisables », a commenté Luke Graham, DG de la compagnie, précisant que Strandline avancera désormais sur l'obtention des différents permis et du financement nécessaire aux travaux.

Pour rappel, Tajiri héberge 268 millions de tonnes de ressources titrant 3,3 % de minéraux lourds. Il constitue avec Fungoni, l'un des deux actifs de sables minéraux de Strandline Resources en Tanzanie.

\*\*\*\*\*

### **Malawi President Chakwera visits Tanzania to boost bilateral ties**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/malawi-president-chakwera-visits-tanzania-boost-bilateral-ties-2459586>

Wednesday October 07 2020

Malawi President Lazarus Chakwera is welcomed by President John Magufuli at State House Dar es Salaam on October 7, 2020. The Malawian leader is in Tanzania for a three-day state visit. PHOTO | ISMAIL SABUNI | NMG

By APOLINARI TAIRO More by this Author

Malawi President Lazarus Chakwera arrived in Tanzania on Wednesday morning for a three-day state visit to boost bilateral ties between the two neighbouring countries.

Mr Chakwera was received by Tanzania President John Magufuli in the commercial hub Dar es Salaam and was accorded a state reception.

"The visit seeks to strengthen bilateral relations between the two countries," Tanzanian Minister for Foreign Affairs and East Africa Cooperation Prof Palamagamba Kabudi said in a statement.

The two leaders are expected to lay the foundation stone at the Mbezi Luis Bus Terminal on the outskirts of Dar es Salaam. The \$22 million (Tsh51 billion) bus terminal, which is under construction, will accommodate upcountry and cross-border-bound buses including those to and from Malawi and will have a capacity of handling about 3,430 buses daily.

Prof Kabudi said the visit by President Chakwera follows an invite by Dr Magufuli extended to Malawi after his two-day State visit in April last year when Peter Mutharika was president.

Mr Chakwera was sworn-in as president in June this year after winning the re-run of a hotly disputed election. Mr Mutharika's victory in the May 2019 election was overturned in February by the Constitutional Court over fraud allegations.

President Chakwera has since made one-day working visits to Zambia, Zimbabwe and Mozambique, member countries of the Southern African Development Community (SADC).

Tanzania becomes the fourth SADC country the Malawi leader is visiting, where he is expected to tour the Port of Dar es Salaam and Malawi Cargo Centre, which handle goods destined for the landlocked nation.

The two countries, according to Prof Kabudi, are undertaking joint infrastructure projects among them one-stop border posts at Songwe and Kasumulo, Mtwara corridor, as well as in Songwe River Valley.

## **RDC CONGO :**

### **Goma : le Burundi sèche toujours le sommet à cause du Rwanda**

<https://www.digitalcongo.net/article/5f7dc3cd2941360017f9f284/>

Kinshasa07-10-2020Politique - La République du Burundi ne prendra pas part au mini-sommet de Goma initié par le président congolais, Félix Tshisekedi ce mercredi 7 octobre 2020. Bujumbura souhaite avant tout voir ses divergences notamment avec Kigali être aplanies.

Le président Félix Tshisekedi (RDC) et ses homologues João Lourenço (Angola), Paul Kagame (Rwanda) et Yoweri Museveni (Ouganda) participent, ce mercredi 7 octobre, au mini-sommet de Goma, dans la province du Nord-Kivu. Mais ces assises qui s'étaient annoncées avec la présence du Burundi, ne la connaîtront finalement pas. Bujumbura campe toujours sur sa position de ne pas prendre langue avec Kigali dont le président, Paul Kagame, prend part à ce sommet initié par Félix Tshisekedi.

Pour la Présidence congolaise, relayée par 7sur7.cd, « le Burundi a justifié son absence par le souci de voir d'abord ses divergences avec d'autres participants comme le Rwanda être aplanies. » Une exigence que Bujumbura n'a pas fait évoluer d'un iota, malgré des multiples contacts diplomatiques établis par Kinshasa dans la capitale burundaise.

Du 4 au 5 octobre dernier, une délégation de la diplomatie congolaise a séjourné à Bujumbura, conduite par Marie Ntumba Nzenza, ministre d'État en charge des Affaires étrangères, dans le cadre d'une session de consultation ministérielle bilatérale sur la paix et la sécurité entre les deux pays. Et ce mercredi à Goma, les quatre chefs d'État, à savoir, João Lourenço, Yoweri Museveni, Félix Tshisekedi ainsi que Paul Kagame plancheront sur le renforcement de la sécurité transfrontalière, du développement et des relations diplomatiques.

Dido Nsapu (DNK/Yes)

\*\*\*\*\*

**La Rdc et le Burundi s'accordent à mettre en place un plan opérationnel conjoint de neutralisation des groupes armés**

Kinshasa07-10-2020Politique - Il est aussi question d'établir un mémorandum d'entente sur le renforcement et le maintien de la paix et de la sécurité sur la frontière commune entre le Burundi et la Rdc.

C'est à travers un communiqué publié le 05 octobre dernier sur la fin de la deuxième session de la consultation ministérielle bilatérale sur la paix et la sécurité entre la Rdc et le Burundi, il a été convenu de la mise en place d'un plan opérationnel conjoint de neutralisation des forces négatives qui sèment la terreur dans la partie est.

D'après ce communiqué, il était question de mettre en place un plan opérationnel conjoint de neutralisation des forces négatives et autres groupes armés déstabilisant nos deux pays, notamment en organisant des patrouilles coordonnées de part et d'autre de notre frontière commune, comme on peut le lire dans ce message.

Il était aussi question d'établir un mémorandum d'entente sur le renforcement et le maintien de la paix et de la sécurité sur la frontière commune entre le Burundi et la Rdc.

Par ailleurs, ils se sont encouragés d'échanger les informations de renseignements entre leurs forces armées.

En outre, encourager l'échange d'information et de renseignements entre les Forces de défense et les services de sécurité en particulier sur la sécurité transfrontalière : impliquer les forces de la Marine de nos deux pays dans le contrôle du Lac Tanganyika par des patrouilles.

Il sied de noter que cette deuxième session de la consultation ministérielle bilatérale a eu lieu à Bujumbura.

La partie congolaise a été représentée par Marie Tumba Nzeza et celle du Burundi par Albert Shingiro, ministre des Affaires étrangères et Coopération au développement.

Gisèle Tshijuka (GTM/Yes)

\*\*\*\*\*

### **Affaires Minembwe: Félix Tshisekedi tient à suspendre l'instauration de cette commune rurale**

7 octobre, 2020 Par Jonsard Mikanda

<https://cas-info.ca/2020/10/affaires-minembwe-felix-tshisekedi-tient-a-suspendre-linstauration-de-cette-commune-rurale/>

Le chef de l'État a reçu les députés provinciaux du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, au cours d'une audience ce mercredi 07 octobre 2020 à Goma, dans la province du Nord-Kivu.

Au cours de cet entretien, Félix Tshisekedi a dit toute sa détermination de calmer les tensions nées de cette situation. Il a promis à ces hôtes son implication pour surseoir l'affaire Minembwe.

Les députés provinciaux de ces deux provinces se disent satisfaits de cette promesse du chef de l'État de surseoir la commune rurale de Minembwe qui ne cesse de susciter des débats.

Ces élus du Nord et Sud-Kivu ont été satisfaits des réponses du chef de l'État Félix Tshisekedi par rapport à toutes les questions sécuritaires qui ont été évoquées.

Des sources de la présidence signalent que le président de la République tiendra un point de presse ce jeudi pour éclairer l'opinion sur toutes les questions qui alimentent l'actualité.

### **Annulation de la commune rurale de Minembwe : la VSV satisfaite de la décision de Tshisekedi**

<https://www.digitalcongo.net/article/5f8192298ac8dc00176100da/>

Kinshasa 10-10-2020 Politique - La décision prise par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi lors de son séjour à Goma, de surseoir l'installation des autorités municipales à Minembwe dans la province du Sud-Kivu a été saluée par un bon nombre de la population congolaise dont l'ONG la Voix de Sans Voix (VSV) qui n'a pas caché son sentiment.

Pour cette ONG, la VSV, la décision prise par le président de la République et garant de la nation, d'annuler cette installation et mettre sur pied dans les jours à venir une commission composée des experts scientifiques géographes, juristes et des non originaires des provinces de deux Kivu et de l'Ituri qui auront la charge de retracer les limites est une très bonne chose susceptible de contribuer énormément à la paix et la cohésion sociale afin d'éviter les conflits intercommunautaires dans cette contrée de la RDC, selon le document de la VSV.

Ce même document, appelle les uns et les autres à ne pas prendre la décision du chef de l'Etat comme un motif de triomphalisme. Mais, la VSV demande également au président de la République de pouvoir concrétiser ses nombreuses promesses souvent réitérées.

Il faut signaler que, c'est en date du 28 septembre dernier qu'une délégation composée du ministre de la Défense et des anciens combattants, M. Aimé Ngoy Mukena, son collègue de la décentralisation, M. Azarias Ruberwa, du chef d'Etat-major général de l'armée, le général Célestin Mbala, du gouverneur du Sud-Kivu, M. Théo Ngwabidje, ainsi que des députés nationaux dont ceux de la commission défense et sécurité de l'Assemblée nationale, a installé le bourgmestre de la commune de Minembwe.

Gisèle Mbuyi (GMM/PKF)

\*\*\*\*\*

### **RDC : Tshisekedi interdit à Ruberwa d'évoquer Minembwe...**

<https://www.digitalcongo.net/article/5f81a6608ac8dc00176100db/>

Kinshasa 10-10-2020 Politique - C'est un Ruberwa « timoré » et « évasif » que ses collègues ont découvert au Conseil des ministres de vendredi 9 octobre 2020, présidé par Félix Tshisekedi. Celui-ci l'a mis au défi de prouver qu'il était au courant de l'installation des autorités contestées de la commune rurale de Minembwe.

Alors que le ministre d'Etat à la Décentralisation et Réformes institutionnelles estimait que le président de la République, Félix Tshisekedi était au courant de l'installation des autorités de la commune rurale de Minembwe, le chef de l'Etat a demandé, vendredi, à son ministre d'exhiber un document qui le prouve. Selon des membres du gouvernement qui se sont confiés à 7sur7.cd peu après la fin du conseil, « Félix Tshisekedi a sermonné Azarias Ruberwa. Ce dernier avait affirmé

lors de l'installation de l'éphémère bourgmestre de Minembwe que cette activité avait la bénédiction du chef de l'Etat qui en avait fait sa "priorité des priorités" », rapporte ce média.

Mais Félix Tshisekedi « a dit qu'il ignorait tout de cette activité qui a jeté la nation dans l'émoi. Il a mis au défi le ministre de brandir un quelconque ordre de mission en rapport avec l'installation, tambour battant, du bourgmestre de Minembwe pour justifier sa présence dans le Sud-Kivu. », expliquent ces sources gouvernementales contactées par nos confrères de 7sur7.cd.

Et le président de la République a exigé à M. Azarias Ruberwa de déposer son rapport de mission pour voir quelle suite donner à son comportement. Mais, en attendant, « toute prise de parole sur cette affaire lui a été interdite par le président jusqu'au dépôt de son rapport. », ajoute la source. « Ce n'est pas le Ruberwa sûr de lui et donneur des leçons qu'on a vu aujourd'hui. », commente un ministre auprès de nos confrères. Avant d'ajouter : « Il était timoré, hésitant et même évasif, face aux coups de semonce du président Tshisekedi. »

Le cinquième président congolais qui avait pourtant pris – contre vents et marées – la défense de la communauté Banyamulenge devant des Congolais de la diaspora à Londres, ne semble pas apprécier la précipitation et surtout la sélectivité du ministre Ruberwa (ressortissant de cette communauté) de n'installer que la commune rurale de Minembwe, dans la province du Sud-Kivu, parmi des dizaines d'autres créées dans la région. « Démesurée, son impatience va détruire des vies », a notamment réagi le Haut représentant du chef de l'Etat, M. Kitenge Yesu sur la précipitation de Ruberwa, sans toutefois le citer, dans un tweet de Top Congo Fm sur l'annulation par Tshisekedi de « ce qui a été fait jusqu'ici » à Minembwe.

Ce village de Minembwe, élevé au rang de commune rurale par un décret de 2013 signé par l'ancien Premier ministre, Matata Ponyo, ne fait pas l'unanimité en République démocratique du Congo. Cette entité fait l'objet des conflits récurrents entre des communautés, notamment des autochtones « Bembe » et « Bafulero ».

Dido Nsapu (DNK/PKF)

\*\*\*\*\*

### **Koffi Olomidé éprouvé, les surprenantes condoléances de l'artiste Karmapa**

<https://www.digitalcongo.net/article/5f81bc8ac8dc00176100e1/>

Kinshasa10-10-2020Culture - Le patron du Quartier Latin International qui a perdu sa mère le week-end dernier, reçoit des messages de réconfort venant de partout. Mais on ignorait que des condoléances pouvaient d'un artiste : Le Karmapa, réputé anti-Koffi Olomidé.

Le Prince de la rumba congolaise qui sort victorieux d'un bras de fer judiciaire sur sa controversée chanson « Mama Yemo », n'a pas mis en avant ses clashes avec Koffi Olomidé. Le Karmapa a plutôt privilégié la « fraternité » dans ces moments durs que traverse le Grand Mopao, orphelin de sa maman, Mme Amy.

Et contre toute attente, le Karmapa a présenté ses condoléances à Koffi Olomide. « En parlant des musiciens, je vais profiter de présenter mes condoléances à notre frère Koffi Olomidé qui vient de perdre sa maman », a-t-il déclaré. Un vœu qui place désormais les deux artistes au-dessus des basses polémiques qui y règnent toujours. Le Karmapa sans ouvertement citer Koffi Olomidé a toujours condamné les comportements du Quadra Koraman.

Le Karmapa a composé des chansons comme « Caligula » qui sont perçues comme des piques lancés en direction de Koffi Olomidé. Et les deux chanteurs sont en froid depuis plusieurs années maintenant. Mais l'humanité a eu raison d'eux, les bonnes manières ont contraint Le Karmapa à compatir avec « son frère ».

Par ailleurs, le chanteur Ferre Gola dont les relations ne sont pas également au beau fixe avec le Grand Mopao a, cependant, présenté ses condoléances. « À mon aîné Koffi Olomide, je compatis à la douleur de la perte de votre mère et vous présente ici mes sincères condoléances. Profonds regrets ! On est ensemble ! », a tweeté le 5 octobre dernier, Ferre Gola.

Dido Nsapu (DNK/PKF)

## **RWANDA :**

### **What next for Burundian militants captured in Rwanda?**

<https://www.newtimes.co.rw/news/what-next-burundian-militants-captured-rwanda>

By Julius Bizimungu Published : October 10, 2020 | Updated : October 10, 2020

A group of 19 armed militants who were captured on Rwandan territory by the Rwanda Defence Force (RDF) were paraded this week in Ruheru sector in Nyaruguru District.

The militants who claimed to be members of RED Tabara, an armed group which has been fighting the Burundian government, were apprehended last month in the Southern Province.

They had crossed 600 metres into the Rwandan territory, according to Major Alex Nkuranga who gave a first detailed account of the incident, which happened on September 29.

A five-member team of military experts from the Expanded Joint Verification Mechanism (EJVM) were in Nyaruguru to investigate circumstances within which the fighters entered Rwanda.

Members from Burundi, Democratic Republic of Congo, Congo-Brazzaville, Kenya and Rwanda, said they would submit a report to the EJVM commander who will also present it to the military chiefs during a videoconference.

“We have come here to verify what happens on the ground. We shall make a report by Wednesday, which will be submitted to the military chiefs of the Great Lakes region,” Col. Rigobert Ibouanga of who was leading the team noted.

Col. Ibouanga of Congo-Brazzaville indicated that a meeting of chiefs of defence staff will take place on October 13, during which the report that will have been submitted will be discussed.

What's next?

Under the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR) pact to promote peace, security and development, countries are required to “cooperate at all levels with a view to disarming and dismantling existing armed rebel groups.”

Countries in the Great Lakes Region are also required to promote joint and participatory management of state and human security on their common borders.

It's not, however, clear how in such a situation countries are supposed to act upon members of rebel groups that have illegally crossed into the other country's territory.

Some experts suggest that the members of the Burundian rebel group are now treated as prisoners of war, which could mean that the international humanitarian law may apply.

But Alphonse Muleefu, a senior law lecturer at the University of Rwanda, says that international humanitarian law does not provide for prisoners of war in Non-International Armed Conflicts.

"Generally international humanitarian law regulates parties in conflicts, and Rwanda is not a party to the conflict with the arrested group," he notes.

The professor indicates that it becomes even more complicated because the group is fighting Burundi not Rwanda, but he insists that Rwanda can charge them with several crimes including illegal entry into the country, and illegal possession of weapons on the Rwandan territory.

"In that circumstance, if charged in domestic courts of law, their rights of legal assistance and others provided for a fair trial would be observed," he argues.

Muleefu who's also the Acting Principal of the College of Arts and Social Sciences, suggests that the most appropriate solution would come from the Expanded Joint Verification Mechanism (EJVM).

Nevertheless, the Great Lakes regional defence mechanism itself has no power and cannot make any decision under their mandate rather they can only advise a way forward.

Other available options?

Burundi maintained its request to Rwanda, asking the country to handover the militants to the country.

In a statement tweeted by Willy Nyamitwe, the Senior Advisor to Burundi's President, his government claimed the group had attacked a village in Burundi, before withdrawing after killing one.

The statement was communicated by Burundi's Ministry of the Interior, Community Development and Public Security, which called on "Rwanda to hand over to Burundi these criminals it has apprehended, directly without going through other mechanisms."

The commander of the captured group Egide Nkurunziza, however, told the press from the Southern Province recently that they were not willing to go to Burundi.

Teddy Mazina, a political analyst and a Burundian journalist told The New Times that the most appropriate decision would be letting the international community handle the combatants.

"Previous experience shows that the Government of Burundi tends to subject these combatants to inhumane actions, including killing them without allowing them to get fair trial," he notes.

Mazina says the incident is now a diplomatic and a humanitarian issue.

“It should, therefore, be handled through international channels, so that they (seized combatants) can serve justice if that’s what the Burundian government wants,” he said.

While there is a scheduled meeting of military chiefs, sources say there is little hope that the incident will appear broadly rather the conversation will generally focus on regional security matters.

The remaining option would be extradition.

However, countries under international law are discouraged from extraditing people to their countries if there is fear of facing degrading and inhumane treatment, being persecuted or not getting fair trial.

[jbizimungu@newtimesrwanda.com](mailto:jbizimungu@newtimesrwanda.com)

### **Rwanda: un grand procès annoncé contre Paul Rusesabagina et des membres du FLN**

Publié le : 06/10/2020 – 04:07 <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201006-rwanda-grand-proc%C3%A8s-annonc%C3%A9-contre-paul-rusesabagina-et-membres-fln>

Texte par RFI

Lundi lors d’une conférence de presse, le procureur général a annoncé vouloir que Paul Rusesabagina, le héros du film Hotel Rwanda, soit jugé en même temps que des membres du FLN, un groupe armé à l’origine de plusieurs attaques au Rwanda.

Avec notre correspondante à Kigali, Laure Broulard

Le ministère public estime qu’il est préférable de joindre 19 dossiers, tous liés de près ou de loin à des attaques perpétrées en 2018 dans la région de Nyungwe, et revendiquées par le FLN.

Aimable Havugiyaremye, procureur général déclare : « Nous détenons 16 combattants du FLN, et nous souhaitons présenter un acte d’accusation commun pour ces accusés et Paul Rusesabagina. Nous allons également demander à ce que ces affaires soient fusionnées avec celle de Callixte Nsabimana et Herman Nsengimana. Nous pensons que les 19 accusés devraient être jugés en même temps. »

Des dossiers fusionnés

Callixte Nsabimana, alias Sankara, est l’ancien porte-parole du FLN. Il avait été arrêté en 2019 dans des circonstances floues, alors qu’il vivait hors du Rwanda. Sa famille assurait à l’époque qu’il avait été kidnappé, tout comme celle de Paul Rusesabagina aujourd’hui. Les autorités rwandaises démentent ces deux accusations.

En fusionnant ces dossiers, l’accusation considère que le héros de Hotel Rwanda avait un rôle de leader au sein du FLN, ce qui est démenti par ses alliés politiques de la plateforme d’opposition en exil MRCD. Le FLN était en effet le bras armé du MRCD dont Paul Rusesabagina est membre.

Le procureur général a en tout cas précisé que des éléments de preuve récoltés lors d’une fouille de la résidence de Paul Rusesabagina en Belgique seraient présentés lors du procès, laissant entendre l’existence d’une collaboration entre les justices belge et rwandaise dans cette affaire.

\*\*\*\*\*

### **Rwanda 1990 – 2020 : La guerre de trente ans**

<https://www.jambonews.net/actualites/20201005-rwanda-1990-2020-la-guerre-de-trente-ans/>

Luc Rugamba , octobre 5, 2020

Dans la matinée du 1er octobre 1990, le FPR-Inkotanyi attaqua le poste-frontière de Kagitumba entre le Rwanda et l'Ouganda. Cette attaque marqua le début d'une guerre qui finira par embraser toute la région des grands lacs africains et qui dure depuis 30 ans.

Officiellement, cette guerre avait pour objectif essentiel le retour au pays des réfugiés qui avaient fui le Rwanda pendant la période révolutionnaire de 1959 -1962 et dans des années qui ont suivi. Pour sa propagande, le FPR publia un programme politique consistant en 8 points qui devaient constituer la base de sa politique gouvernementale.

La guerre de 1990

Peu après le début de la guerre, le gouvernement rwandais entama des négociations avec le FPR afin de trouver un accord politique au conflit. Les négociations se sont soldées par les accords d'Arusha signés le 04 août 1993 à Arusha en Tanzanie. L'ironie de l'histoire a voulu que ces accords soient signés par Juvénal Habyarimana pour le gouvernement rwandais et Alexis Kanyarengwe pour le FPR, deux « camarades du 5 juillet », respectivement numéro 1 et 2 du « Comité pour la paix et l'unité nationale » qui renversa le président Grégoire Kayibanda le 05 juillet 1973.

Aux termes de ces accords, un gouvernement de transition à base élargie (GTBE) associant les partis intérieurs et le FPR devait être mis en place. Ce gouvernement avait pour mandat de mener une transition de 22 mois jusqu'aux élections générales, organiser le retour des réfugiés et l'intégration de l'APR, la branche armée du FPR, dans l'armée nationale.

Malheureusement pour les Rwandais, les accords de paix n'ont jamais été appliqués. Le gouvernement et le parlement de transition ne sont jamais entrés en fonction à cause des blocages dus à la mauvaise volonté de politiciens de tout bord. Le FPR et ses alliés intérieurs ont usé de toutes sortes de manœuvres dilatoires pour retarder la mise en place des institutions tout en préparant l'assaut final pour la prise du pouvoir.

Le 06 avril 1994, le FPR abattit l'avion du président Juvénal Habyarimana, déclenchant ainsi la reprise de la guerre. Cette guerre qui allait devenir une des catastrophes majeures humanitaires du 20ème siècle a été marquée par des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre dirigés contre la population rwandaise dans son ensemble. Dans les zones contrôlées par le gouvernement de l'époque, les massacres ont visé surtout les Tutsi traqués dans leur ensemble et les sympathisants avérés ou supposés de l'opposition alors que dans les zones sous contrôle du FPR, les massacres visaient surtout les civils hutu.

Actuellement, la qualification officielle admise au Rwanda pour ces événements est la qualification de génocide contre les Tutsi et toute autre discussion est interdite sous peine de finir en prison pour de nombreuses années pour révisionnisme ou minimisation du génocide. L'histoire complète de ce qui est arrivé aux Rwandais en 1994 reste encore à écrire et tant de victimes et survivants attendent encore que justice leur soit rendue.

En Juillet 1994, le FPR a pris le contrôle de la quasi-totalité du pays, exception faite des préfectures de Gikongoro, Kibuye et Cyangugu alors en « zone Turquoise », c'est-à-dire sous contrôle de l'armée française. Après la prise de Kigali, le FPR déclara unilatéralement un cessez-le-feu.

Le FPR ayant gagné le conflit armé et pris le contrôle de l'Etat, il avait la responsabilité de faire revivre ce dernier. Un gouvernement de transition dominé par le FPR a été mis en place le 19 juillet 1994. Ce gouvernement était constitué sur la base du GTBE prévu par les accords d'Arusha, à l'exclusion des partis MRND et CDR, dont les postes ont été occupés par le FPR.

Le choix de la paix

L'histoire humaine peut être considérée comme une succession de guerres, et l'un des enseignements qu'on peut en tirer est qu'il est facile de commencer une guerre, difficile de la gagner et encore plus difficile de faire la paix, mais aussi que la paix ou la guerre sont toujours des choix politiques.

Une des voies pour mettre fin à une guerre est d'associer l'ennemi battu à l'établissement de la paix. L'exemple typique en est le congrès de Vienne (1815) qui mit fin aux guerres Napoléoniennes et fonda l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Les contre-exemples sont aussi nombreux : le traité de Versailles imposé aux vaincus de la Première Guerre mondiale conduiront directement à la seconde guerre mondiale ; plus proches de nous, les guerres d'Irak, d'Afghanistan etc.

Après la Seconde Guerre mondiale, les vainqueurs, qui avaient appris les leçons de la Première, ont associé les Allemands et les Japonais à la reconstruction malgré tout ce qui s'était passé et le fait qu'ils venaient de subir une défaite totale.

Une autre voie pour terminer une guerre est le compromis issu de négociations. Elle n'est praticable que si les belligérants renoncent à la victoire totale: chacun y gagne et y perd. Aucun n'atteint totalement ses objectifs. Autrement dit: chaque partie considère qu'elle a gagné assez ou qu'elle pourrait perdre davantage, pour arrêter ou suspendre le conflit. La voie du compromis étant la seule voie possible pour mettre fin à une guerre intra étatique.

Mais le compromis est un art difficile. Il est plus facile d'arriver à un compromis lorsqu'on se bat pour des intérêts calculables, cela devient plus compliqué lorsque le conflit se situe au niveau des identités mêmes des protagonistes comme c'est le cas au Rwanda. Mais malgré les difficultés, l'histoire nous apprend que dans une guerre civile, les choix sont limités entre le compromis et l'anéantissement total de l'adversaire. Le compromis est plus facile à atteindre lorsqu'il fait partie de la culture politique d'un pays, où l'on considère qu'une entente, même boiteuse, est préférée à une domination coûteuse. Malheureusement, l'histoire et la culture politique du Rwanda ne poussent pas à l'optimisme sur ce point.

« Pax FPRiana » ou la guerre sans fin

Le FPR ayant dirigé le Rwanda depuis 26 ans, il ne peut plus être jugé sur ses intentions mais plutôt sur ses actes. Si on examine la situation actuelle en rapport avec les huit points de son propre programme du FPR, dire que c'est un échec serait un euphémisme.

Le pays est plus divisé que jamais ;

La souveraineté nationale est foulée au pied ;

En matière de gouvernance, le Rwanda est passé d'un parti-Etat à un Etat-garnison ;

L'économie du pays est en lambeaux ;

La corruption et le népotisme dépassent l'entendement, l' « Agatsiko » a remplacé l' « Akazu » ;

Le Rwanda fait partie du dernier carré des pays sur le World happiness index ;

Le Rwanda compte actuellement plus de réfugiés qu'en 1990. Même des réfugiés de 1959 sont rentrés puis ont repris le chemin de l'exil ;

Le gouvernement rwandais mène une guerre larvée contre sa propre population et en même temps une guerre plus ou moins froide contre ses quatre voisins.

La question qui se pose alors est de savoir si cette situation de faillite généralisée est vraiment due à l'incompétence d'un FPR de bonne volonté ou si elle est voulue et constitue sa politique-même.

Sur la question de la paix, qui est la plus importante de toutes, la volonté de garder le pays dans un état de guerre latente est aujourd'hui indiscutable. En examinant de près les actions ou les discours du régime rwandais, il se comporte lui-même comme si le pays était en guerre. Un indice simple à observer est la mainmise des structures militaires sur l'administration civile du pays. Il n'y a pas une administration publique où l'on ne trouve un militaire dans un poste de direction ou de conseiller. Normalement, le seul moment où l'administration militaire devrait être visible dans un pays est quand le pays se trouve en état de guerre. Or, au Rwanda, même une réunion d'une coopérative quelconque de paysans dans le coin le plus reculé du pays ne peut se tenir sans la présence du responsable des services de sécurité ou même du commandant militaire local.

Mais puisqu'aucun pays étranger n'a déclaré la guerre au Rwanda, contre qui le régime est-il en guerre, sinon sa population ?  
Que faire?

Le FPR a fait le choix de mener une guerre d'usure à la population rwandaise pour se maintenir au pouvoir. Mais si on peut affirmer sans trop de risque qu'il finira par la perdre, les Rwandais ne peuvent pas se contenter d'attendre et laisser faire le temps. Le pays vit actuellement une période de désordre caractéristique de situations prérévolutionnaires et si rien n'est fait pour diminuer la tension, et au vu des rancœurs accumulées ces dernières années et des nombreuses contradictions qui traversent la société rwandaise, la situation peut vite dégénérer et devenir incontrôlable à la moindre étincelle.

Des initiatives politiques se mettent en place pour rassembler l'opposition en exil et appeler le FPR au dialogue et à la raison. Plusieurs voix se font entendre à l'intérieur pour dénoncer les injustices et la mauvaise gestion, mais le FPR continue à faire la sourde oreille et à faire comme si de rien n'était.

Les Rwandais viennent de vivre 30 années de guerre sous une forme ou une autre, certains sont sur le chemin de l'exil depuis 1990. La sagesse rwandaise dit que « Nta joro ridacya! » pour dire qu'aussi longue que soit la nuit, le jour finit toujours par se lever. Mais après 30 années d'une nuit sans fin, il est temps que tous les Rwandais de bonne volonté se mettent ensemble pour dissiper le brouillard qui empêche l'avènement d'un jour nouveau au pays des milles collines.

Rugamba Luc  
[www.jambonews.net](http://www.jambonews.net)

## **UGANDA :**

### **Government extends ban on refugee entry to Uganda**

By John Masaba Added 7th October 2020 06:32 PM

<https://www.newvision.co.ug/news/1528760/government-extends-ban-refugee-entry-uganda>

Over 1,000 refugees are currently stuck at the Uganda-South Sudan border, but the government will not allow them in

Uganda has said the ban on entry of refugees to the country will continue into the foreseeable future as the country battles COVID-19.

The development was announced by the Minister for Relief and Disaster preparedness, Hilary Onek on Wednesday.

"Our Immigration staff was asked not to allow refugees in Uganda," he said, adding: "That standing order is still on. So there are no new refugees entering into Uganda currently."

Uganda has over the years been hailed internationally for its friendly policy towards refugees. The official refugee number, according to UNHCR, now stands at 1.4 million. The majority of refugees in Uganda hail from South Sudan and the Democratic Republic of Congo.

As of October, there were 26 million refugees who have fled their countries, according to figures from the United Nations.

Speaking to journalists in Kampala on Wednesday, Onek said over 1,000 refugees are currently stuck at the Uganda-South Sudan border, but the government will not allow them in.

He revealed that there was only one exceptional case, however, where the government was forced to allow in 300 refugees recently trapped in Zombo district.

"We spoke to the President [who okayed their entry] because it was posing a risk to the security situation there," he said.

By Wednesday, Uganda had registered more than 80 deaths due to COVID-19 with 9,000 infection cases.

## **KENYA :**

### **Egypt seeks Kenya's help in row with Ethiopia over Nile dam**

<https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/egypt-seeks-kenya-s-support-in-row-with-ethiopia-over-dam--2460896>

Friday October 09 2020

By AGGREY MUTAMBO More by this Author

Egyptians are seeking Kenya's support to help Cairo reach an amicable solution on the use of the waters of the Nile, after Ethiopia erected a dam along the river.

The revelation came out of a meeting between President Uhuru Kenyatta and his host Abdel Fattah al-Sissi this week as the former stopped over from France.

A statement from State House only indicated that they discussed subjects of mutual interest "among them regional peace and security, trade and Africa's response to Covid-19."

But the Egyptian officials said the two leaders had agreed to work closely on the issue of the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD) currently under construction on the Blue Nile.

"The meeting touched on the latest regional developments of mutual interest, especially in relation to the issue of the renaissance dam, where it was agreed to intensify coordination between the two countries in the coming period on this sensitive and vital issue," a spokesperson for al-Sissi said.

Ethiopia is putting up the GERD, worth about \$4.8 billion raised entirely from local contributions.

\*\*\*\*\*

### **Kenya : Attaque du Westgate en 2013, deux des trois accusés reconnus coupables mercredi 07 octobre 2020 - 15:32**

[https://www.koaci.com/article/2020/10/07/kenya/societe/kenya-attaque-du-westgate-en-2013-deux-des-trois-accuses-reconnus-coupables\\_145648.html](https://www.koaci.com/article/2020/10/07/kenya/societe/kenya-attaque-du-westgate-en-2013-deux-des-trois-accuses-reconnus-coupables_145648.html)

La justice kényane a déclaré coupable deux des trois accusés dans l'attaque du centre commercial Westgate de Nairobi en septembre 2013, qui a fait officiellement 67 morts.

Mohamed Ahmed Abdi et Hassan Hussein ont été déclarés coupables pour avoir conspiré et apporté un soutien aux quatre membres du commando, qui avaient péri dans cette attaque revendiquée par les islamistes radicaux somaliens shebab, affiliés à Al-Qaïda.

Le troisième accusé, Liban Abdullahi Omar, a été acquitté de tous les chefs d'accusation.

La justice devrait prononcer à une audience ultérieure les peines auxquelles sont condamnés les deux coupables.

Le centre commercial Westgate de Nairobi avait été attaqué par un commando armé, en septembre 2013. Une septantaine de personnes avaient été tuées.

L'attaque avait été revendiquée par les islamistes somaliens shebab, en représailles de l'intervention militaire kényane menée contre eux dans le Sud somalien depuis fin 2011.

## **SOUTH SUDAN :**

**Starvation used as weapon of war in South Sudan conflict, UN rights body finds 6 October 2020** <https://news.un.org/en/story/2020/10/1074742>

South Sudan gained independence in July 2011 but descended into conflict roughly two-and-a-half years later, following irreconcilable tensions between President Salva Kiir and his deputy, Riek Machar.

The Commission on Human Rights in South Sudan said the brutal fighting has caused incalculable suffering to civilians, and resulted in staggering levels of acute food insecurity and malnutrition.

Government and opposition culpable

“With 7.5 million South Sudanese currently requiring humanitarian assistance, we have found that food insecurity in Western Bahr el Ghazal, Jonglei, and Central Equatoria States is linked directly to the conflict and therefore almost entirely human-induced”, said the Commission Chair, Yasmin Sooka.

“It is quite clear that both Government and opposition forces have deliberately used the starvation of civilians as a method of warfare in these states, sometimes as an instrument to punish non-aligning communities, as in the case of Jonglei”.

The report is the first of its kind by a UN panel, according to the Commission, which was established by the UN Human Rights Council in March 2016. Members are not UN staff, nor are they paid by the Organization.

Collective punishment and starvation

It documents how between January 2017 and December 2018, Government forces intentionally deprived Fertit and Luo communities living under opposition control in Western Bahr el Ghazal State of critical resources.

The Commission found that these acts amounted to collective punishment and starvation as a method of warfare, while Government commanders also authorised their soldiers to help themselves to items deemed to be indispensable to the survival of these populations, through pillaging.

“Sustained attacks were carried out against numerous towns and villages across Western Bahr el Ghazal State over a number of years, which resulted in significant numbers of deaths, rapes, and the destruction, arson, and looting of properties”, Commissioner Andrew Clapham reported.

“The resultant food insecurity compounded the physical insecurity, leaving civilians with no alternative but to flee. These violations formed part of a widespread or systematic attack directed against the civilian population in Western Bahr el Ghazal, and can amount to crimes against humanity.”

Transitional justice and accountability

The Commission’s mandate includes determining the facts and circumstances of alleged gross violations and abuses of human rights and related crimes in South Sudan.

Members are also tasked with collecting and preserving evidence, and clarifying responsibility for abuses, with the overall view to ending impunity and providing accountability.

To address the violations, the Commission has also released a report on transitional justice and accountability, describing it as “a roadmap to energise the overdue implementation of the key commitments made in Chapter V of the Revitalised Peace Agreement”.

An elusive peace?

The 2018 accord provided for the establishment of a transitional unity government, now in place, and Chapter V covers transitional justice, including the creation of institutions such as a Commission for Truth, Reconciliation and Healing.

“The on-going failure to address underlying causes of the conflict has fuelled the political competition for South Sudan’s resources and corruption between political elites driving ethnic divisions and violence, and deepening impunity in the country”, said Commissioner Barney Afako.

“Without the timely implementation of an inclusive and holistic transitional justice process, as envisioned in the Peace Agreement, sustainable peace for South Sudan will remain elusive.”

## **SUDAN :**

### **Eastern Sudan rocked by protests and calls for independence**

<https://www.middleeasteye.net/news/peace-deal-east-sudan-sparks-calls-independence>

By Mohammed Aminin Khartoum Published date: 7 October 2020 14:27 UTC

A historically marginalised tribe leads unprecedented calls for the secession of eastern Sudan after a controversial peace deal

Eastern Sudan has been rocked by widespread protests over recent days, with demonstrators disrupting the country's largest port, threatening to cut off oil supplies and calling for independence from Khartoum.

Operations in Port Sudan resumed on Wednesday after negotiations between striking workers and the Khartoum government, sources from both sides told Middle East Eye.

However, fury remains, as protesters continue to voice their anger at a peace deal between the government and eastern rebels.

On Saturday, the transitional Khartoum government signed a conflict-resolution agreement with the Sudanese Revolutionary Front (SRF), an alliance of several current and former rebel groups from the Darfur region, and the southern states of Blue Nile and South Kordofan.

Sudan's military commander and the leader of the notorious Rapid Support Forces paramilitary group, Mohamed Hamdan Dagalo, better known as Hemeti, signed the deal on behalf of the Sudanese government.

The peace agreement, signed in the South Sudan capital Juba, included five tracks aimed at putting an end to decades of war that have cost hundreds of thousands of lives.

However, protesters demanded the freezing of the “eastern track” of the deal, which they say has been signed by groups that do not represent the key political forces on the ground. They also called for the independence of eastern Sudan, an unprecedented demand in the history of the country that witnessed the secession of South Sudan less than a decade ago.

Until Tuesday, the protesters had blocked the main ports on the coast, including Port Sudan and Suakin, as well as blocking the main road linking the former with the rest of the country, including the capital Khartoum. They threatened to seize oil pipelines and ports that export the oil from neighboring South Sudan.

The protesters, however, have not been capable of blocking oil imports from South Sudan, government sources told MEE.

The Red Sea city of Port Sudan, the centre of the protests, is a gateway for some 80 percent of the country's exports and imports.

Any disruption at its port could have devastating effects on the country's economy. Reasons for the protests

Residents of Port Sudan were some of the earliest to join nationwide protests that rocked the country last year, resulting in the ousting of longtime president Omar al-Bashir.

The current unrest started on Sunday, when protesters, including workers from the port and locals affiliated with the indigenous Beja tribes, shut down a number of gates from the southern terminal to condemn what they described as their exclusion from talks that led to the deal.

The Beja ethnic minority in 2005 were the victims of what later became known as the Port Sudan Massacre, when Bashir's security forces killed around 21 of their members and wounded hundreds more during protests in Port Sudan calling for greater allocation of resources to the impoverished east.

The eastern region also witnessed deadly tribal clashes in June 2019 amid a security vacuum that followed the toppling of Bashir.

In addition to tribal and economic grievances at the heart of the conflict, protesters are also driven by fears of foreign intervention by the Arab Gulf backers of the deal.

At the beginning of 2019, reports of a secret deal signed between Bashir's government and a Philippine company based in Dubai ignited strikes and picketing by the port's workers, paralysing one of the country's most crucial economic arteries.

At the time, the Filipino company was believed to be a front for Emirati investors, triggering fears of foreign hegemony over the vital port. However, the protests were successful in suspending the lease agreement.

'Goodbye Khartoum'

Eyewitnesses and protesters told MEE that thousands took part in this week's protests in Port Sudan and Suakin, as well as in the smaller towns of Sinkat, Haiya, Dordaib and others.

Mohamed Badri, a 35-year-old protester from Port Sudan, said that the angry protesters were demanding "self-determination".

"All the roads in Port Sudan are closed," he said.

"Protesters chanted against the peace deal and also called for the separation and self-determination of the entire eastern Sudan, including Gadarif and Kassala," he added.

Videos circulated by activists and members of the Beja tribe showed protesters chanting "goodbye Khartoum" and "Beja is a state".

"We are not against the peace itself, but we want a just peace that addresses the root causes of the marginalisation of our region, lift poverty, provide basic services and development," Ibrahim Hamid, a 52-year-old protester, told MEE.

"Those people who signed the eastern track are not representing the people of eastern Sudan," another protester, Mahmoud Adaroab, said.

"They have been chosen by Khartoum in an unfair hijacking of our voice, as they did several times in our history."

According to multiple sources, the streets and ports of eastern Sudan have experienced relative calm since an agreement reached on Wednesday with the central government to hold a conference with the protest leaders to discuss the peace deal.

Earlier this week, however, one worker in Port Sudan's southern terminal, Ahmed Abdulsalam, told MEE that protesters used containers to block the gates of the ports, leading to a halt in the port's operations.

The head of the Maritime Ports Authority Workers Union, Aboudi Al-Shirbini, told MEE on Tuesday that the protesters had closed the entire gates of the southern and northern parts of Port Sudan as well as Suakin, warning that protesters may shut down the port at Bashair, from where the oil coming from South Sudan is exported.

Shirbini accused the United Arab Emirates and Saudi Arabia of brokering the peace deal in Juba, in order to "redesign and dominate the country" by seizing Sudan's strategic ports.

"The closure of Port Sudan and Suakin will continue until we see any seriousness from the government in freezing the peace agreement," he said.

Meanwhile, an eyewitness from the town of Haiya, 200km from Port Sudan, said that clashes had erupted between protesters and police, leading to the killing of one police officer and injuries on sides.

The witness, who preferred not to be named for security fears, confirmed that protesters had expelled the police force from the area and seized the office of the Greater Nile oil company in the town.

The deal 'does not represent us'

The secretary general of the Beja tribes, Abdallah Obshar, threatened that the people of eastern Sudan, long "oppressed" by the central government in Khartoum, "will put their hands on the resources of the region by all means".

He told MEE that protesters had closed all seaports in the Red Sea region, warning that they would also seek to control the South Sudan oil exported through the port of Bashair, situated just south of Port Sudan.

“The centre is insisting to deal with us the same way it historically did, so we are rejecting the peace deal made in Juba because it doesn’t represent us and we will continue protesting until the government freezes it,” he said.

However, the governor of Kassala state, Salih Amar, believes that the protests are led by associates of the old regime of Bashir.

“The destabilisation and conspiracies in Port Sudan is the same like what is happening in Kassala and other parts of eastern Sudan and in Sudan as whole,” he told MEE.

“The interests of some people have been affected, and they want to maintain them.”

He added that the demands of the protesters related to the peace deal can be discussed only “without blackmailing or preconditions”.

#### Negotiations

The spokesman of the political ruling coalition of the Forces for Freedom and Change (FFC) in the Red Sea, Amin Sinada, told MEE on Tuesday that the government was holding negotiations with protesters to convince them to reopen roads - especially the one linking Port Sudan with Khartoum - and to end the closure of ports.

“Continuation of the closure will seriously affect the security and economy of the entire country,” he said.

He further noted that they agreed with the tribal administration and other political parties and stakeholders in the region to hold a comprehensive dialogue on the eastern track.

“We have to stress that everyone has a right to freedom of expression, but we also urged our people to refrain from any escalation and allow the flow of the goods between Port Sudan and other states,” he said.

Abu Bakr Bakhit, a political analyst and professor at the Red Sea University, argued that the escalation in eastern Sudan could be attributed to its historical marginalisation that has contributed to its poverty and underdevelopment.

Consecutive governments, especially the Bashir regime, have ruled the region through tribal administrations controlled by the central government, leading to tribal clashes and conflict of interests following Bashir’s departure.

#### Foreign competition

Bakhit pointed out that regional and international competition over African coasts and ports, and especially on the Red Sea and Horn of Africa, was also fueling the conflicts in eastern Sudan. “The competition between regional players, especially Gulf countries and the international players behind them, is an important factor in all these negative political dynamics in eastern Sudan,” he said.

The competition, he argued, had intensified after the rift between Saudi Arabia and the UAE on one side, and Qatar on the other. It could also involve rivalry between the United States and China, he added.

“All these forces want to take advantage of the political, security and economic fragility of Sudan during the transitional period to gain a foothold in Sudanese coasts.”

## **ETHIOPIA :**

### **Ethiopia further opens up sectors to diaspora and foreign nationals**

By Samuel Getachew

Posted on Wednesday, 7 October 2020 00:29<https://www.theafricareport.com/44673/ethiopia-further-opens-up-sectors-to-diaspora-and-foreign-nationals/>

As part of Ethiopia’s plan to liberalise its economy and boost investment, it is set to open up sectors that were once reserved for domestic investors. The new regulation is an extension of the country’s new investment proclamation, which came into effect earlier this year that gives equal playing field to Ethiopian-born foreign nationals and foreign investors.

“[There are] more opportunities for us as the economy opens up to invest our resources in our birthcountry,says AddisAlemayehu, an Ethiopian-born Canadian investor engaged in IT and one of the leading communications firms in thecountry.

While Ethiopia had encouraged the diaspora to invest in the nation, its relationship quickly soured following questions of human rights and democracy from activists based in western nations.

“We were even banned to sell our own shares in commercial banks when the government abruptly cancelled our rights to do so and we are now back to having been granted rights to own and sell and buy shares in banks” says Bethlehem Seifu, an owner of a digital company engaged in e-commerce.Diaspora contribution

In the last two years since Abiy Ahmed became Prime Minister, the contribution via the diaspora in Ethiopia’s economy has shown a significant growth. Two commercial banks with an aggregate capital of \$400m are under formation by Ethiopian-born foreign nationals living abroad.

Annual remittance inflow also averaged \$5.5bn over the last years; a significant growth from the \$4bn average registered over five years before 2018.

“The diaspora will invest significantly in the coming years in the financial services sector since they have the legal security of ownership, unlike the past. We already see new financial services companies like mortgage banks and Fintechs under formation which now include diasporas as shareholders, says Zemedeneh Negatu, an investment advisor in Ethiopia.

The investment regulation also listed sectors authorised for local investors (which includes Diasporas based on its new definition) and foreigners. The cement sector, for instance, is among sectors opened up to new foreign entrants.

Cement sector

“Dangote cement is the last company that was authorised to invest in the cement sector. Making expansions and giving licenses to new entrants was not allowed for the last five years, eventually resulting in a supply gap,” says Simegn Degu, Cement and Related Industry Research Development Technology Director at Chemical and Construction Inputs Development Institute.

Degu believes the new investment regulation will encourage new entrants to invest in the cement sector.

“This will also help the country give a long-term sustainable solution to the cement shortage it has been facing in recent years,” he adds.

Logistics sector

The logistics sector is also partially liberalised under the new regulation. While it opened up the sector to foreign investors, they are also required to make a joint venture with local companies and are not allowed to have more than 51% stake.

Experts say this is not enough.

“Logistics is a major challenge for Ethiopia. It is a main reason for our failure to compete globally. Full liberalisation would have been even better. Foreign capital and know-how is vital to improve our capabilities there,” says Henok Assefa, an Investment Consultant with Precise Consult.

According toDoing Business 2020, it takes 194 hours just for documentary compliance to export and 72 hours for border compliance to trade across borders. Cost to export for documentary compliance is \$750; three times higher than that of Rwanda.

Logistic hurdles have even discouraged exporters and made Ethiopia’s export commodities just as expensive as logistics’ expenses – sometimes three times higher than the original price of the exported goods.

On 1 October, the first transport policy and logistics policy was discussed with stakeholders. Mekonnen Abera, the Director General of the Ethiopian Maritime Affairs Authority, said a regulation to further open up the multimodal sector for private actors was sent to the Council of Ministers.

Speaking toCapital,Mekonnen noted: “The [logistics] sector has received attention from the government,” adding there are about 100 intervention areas that are awaiting a response from Addis Ababa.

Power and transport sector

The regulation fully liberalised the power sector, except for exports of electricity in which foreign investors are required to partner with the state. The new regulation also allows foreign investors to engage in generation and distribution of electricity. This had been was under the monopoly of the government before the introduction of the country's public private partnership law in 2016.

The transport sector is also liberalised under the new regulation, which allows foreigners to invest in transport services, including air, railway, ground cable car transport, cold-chain transport and marine and freight transport.

Furthermore, foreign investors can invest in sectors such as advertisement and promotion services, audiovisual services, motion picture and video recording, production and distribution and accounting and auditing services, but they cannot have more than 49% stake if they wish to invest in these areas.

Financial sector

Meanwhile, the financial sector remains closed to foreign investors in a bid to protect local banks, which are less capitalised compared to international companies.

Negatu suggests strengthening the local banks and preparing them for international competition before opening up the sector. He recommends consolidation (mergers) of the relatively small 16 private commercial banks into 4 or 5 very large ones. "Banking is a scale business, you need a strong balance sheet to compete," he says.

"Ultimately, the financial services sector will open up to international banks, it's a question of timing," adds Negatu. "One thing to keep in mind, the international banks that will be keen to invest in the Ethiopian banking sectors are primarily from Africa including Kenya, South Africa and Nigeria."

Westernbanks from the US and Europe are not in the expansion mode in Africa and in fact in many countries they have curtailed their retail banking business and focus mostly on corporate banking or in some cases, like Barclays, pulled out of Africa completely.

## **SOMALIE :**

### **Somalie : Pétrole**

6 octobre 2020Frédéric Powelton

<https://sahel-intelligence.com/21588-somalie-petrole.html>

En Somalie, le nouveau code pétrolier qui vient d'être promulgué stipule que les accords relatifs au pétrole qui ont été signés ces 30 dernières années avec des administrations existant dans certaines parties de la Somalie ou avec les gouvernements provisoires entre décembre 1990 et septembre 2012 sont considérés comme nuls et non avenues.

Le texte édicte que seuls les accords actés avant 1990 sont considérés comme des accords valables et bénéficieront de l'attention nécessaire, ajoutant que chaque nouvel accord de partage de la production doit associer la société publique du pétrole (SONOC) qui y détiendra au maximum 20 % des intérêts

Dans les faits, la majorité des accords pétroliers qui couvrent le territoire sont annulés. Ainsi les sociétés impliquées dans les accords signés avant 1990 sont appelées à les renouveler.

## \*\*\* LE SUD DE L'AFRIQUE \*\*\*\*

### MADAGASCAR :

**Famine dans le Sud de Madagascar : les Réunionnais veulent aider**  
<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/famine-sud-madagascar-reunionnais-veulent-aider-878894.html> HA • Publié le 7 octobre 2020 à 12h27

Les populations du Sud de Madagascar se retrouvent à nouveau confrontées à la sécheresse et à la famine. Une terrible situation qui fait réagir à La Réunion. Des initiatives sont prises pour leur venir en aide. Une information que vous pouvez suivre avec Réunion La 1ère, en télé, radio et web.

La situation est extrêmement préoccupante dans le Grand Sud malgache. La région fait face à un épisode de sécheresse exceptionnel. Il n'y a pas eu de pluies depuis neuf mois. Plus rien ne pousse dans les champs. Selon le maire d'Ifotaka, un village situé dans la région d'Antandroy, au moins huit enfants seraient morts à cause de la famine, appelée localement "kéré".

En avril dernier, une étude estimait, que dans le Sud de la Grande île, 1,6 million de personnes avaient des difficultés d'accès à la nourriture en raison de la sécheresse et que 500 000 d'entre elles étaient confrontées à une insécurité alimentaire sévère nécessitant une assistance urgente. Et les restrictions liées à l'épidémie de Covid ont encore aggravé la situation, provoquant des difficultés d'approvisionnement.

La solidarité réunionnaise s'organise

Dimanche, le président malgache Andry Rajoelina s'est rendu sur place. Il a promis l'installation de "centres nutritionnels d'urgence". Le programme alimentaire mondial des Nations unies s'est également mobilisé. Il a prévu d'apporter une assistance alimentaire à 300 000 habitants.

À La Réunion, aussi, une chaîne de solidarité commence à s'organiser. Face à la situation dramatique qui touche le Grand Sud malgache, des initiatives pour l'instant encore individuelles sont prises. On citait récemment l'exemple de Wilson Clara, l'entraîneur du club de football de l'US Sainte-Marienne, qui, avec ses joueurs et d'autres entraîneurs de l'île, se coordonnent afin d'envoyer des denrées alimentaires et de l'eau aux malgachessinistrés.

Plusieurs cagnottes sont également lancées sur Internet, et notamment par des membres de la communauté franco-malgache dans l'île. Calvin Tsimangovy, le curé de la paroisse du Port, veut lui aussi aider sa terre natale. Nos journalistes sont allés à sa rencontre ce mercredi matin pour recueillir son témoignage.

On se rappelle de ce vaste mouvement de solidarité né en 2007 à la Réunion pour venir en aide aux populations du sud de Madagascar, là encore touchée par une grave crise alimentaire. L'opération Kéré avait alors rapporté plus de 400 000 euros.

### SOUTH AFRICA :

#### **COVID-19 deaths in South Africa exceed 17,000**

Country has highest number of cases in Africa, is 10th most affected globally

Hassan Isilow | 06.10.2020 <https://www.aa.com.tr/en/africa/covid-19-deaths-in-south-africa-exceed-17-000/1996815#>

### JOHANNESBURG

South Africa recorded 40 new COVID-19 related deaths late Monday, bringing the total number fatalities nationwide to 17,016, Health Minister Zweli Mkhize announced.

Mkhize extended his condolences to the loved ones of those who passed on and thanked the health workers who had treated the deceased.

He also announced that 926 people had been diagnosed with the coronavirus in the past 24 hours after some 10,714 people were tested for COVID-19.

The country's top health official said at least 4.2 million people have been tested since the virus was first detected in the country six months ago.

"Our recoveries now stand at 615,584, which translates to a recovery rate of 90%," he added.

South Africa has the highest number of COVID-19 infections in Africa and is the 10th most affected country globally.

## **BOTSWANA :**

### **Power Metal says drilling to commence shortly at Molopo play in Botswana**

7 October 2020 | 14:40pm <https://www.stockmarketwire.com/article/7112969/Power-Metal-says-drilling-to-commence-shortly-at-Molopo-play-in-Botswana.html>

StockMarketWire.com- Mining group Power Metal Resources said a drilling contract had been signed with Discovery Drilling Contractors Africa for exploration work at the Molopo Farms Complex project in Botswana.

Power Metal had an 18.3% shareholding in project owner Kalahari Key and had elected to earn in to a 40% direct interest in the project by funding \$500,000 of exploration expenditure in 2020.

The phase-one drilling programme was for an initial planned 2,505 metres across four diamond core drill holes.

Target hole depths varied from 525 metres to 710 metres and would test the first four of several high-priority targets prospective for massive nickel sulphide mineralisation.

Power Metal said Discovery had started mobilisation of equipment to site and the drilling was expected to commence shortly.

## **ZIMBABWE :**

### **Zimbabwe : le gouvernement confie à Caledonia Mining l'évaluation du potentiel des actifs aurifères publics**

07 octobre 2020 12:27 Emiliano Tossou <https://www.agenceecofin.com/or/0710-81052-zimbabwe-le-gouvernement-confie-a-caledonia-mining-l-evaluation-du-potentiel-des-actifs-auriferes-publics>

(Agence Ecofin) - Dans le cadre d'un accord conclu avec le gouvernement, Caledonia Mining examinera le potentiel des actifs aurifères détenus par l'Etat zimbabwéen. Les deux parties espèrent mettre en valeur les gisements afin d'augmenter la production nationale dans le contexte de hausse des prix du métal jaune.

Le Zimbabwe veut profiter de l'excellent cours de l'or pour entamer le développement de ses gisements d'or inexploités. Les autorités ont conclu un accord avec la compagnie minière Caledonia Mining, active dans le pays à la mine d'or Blanket, afin que cette dernière évalue le potentiel des propriétés aurifères appartenant à l'Etat.

Il s'agira pour la société d'utiliser ses capacités techniques et l'expérience acquise dans le pays pour mener des tests et études sur l'importance des ressources aurifères déjà identifiées, mais aussi de déterminer la viabilité économique d'une exploitation. Si les deux parties n'ont pas fourni de détails sur les avantages réciproques, on peut déjà s'attendre à voir Caledonia s'intéresser à d'autres projets en cas de résultats positifs. Cela entrainera à terme une hausse de la production nationale avec à la clé des recettes supplémentaires générées par le secteur aurifère.

«

JesuisheureuxqueCaledoniametteàprofitsonexpérience,sonexpertisettechniqueetsacapacitéfinancière pour évaluer le portefeuille d'actifs aurifères détenus par le gouvernement. Je suis convaincu que la société apportera une contribution encore plus importante à l'économie du Zimbabwe grâce à de nouveaux investissements dans notre industrie aurifère », se réjouit déjà Winston Chitando, ministre des Mines et du Développement minier.

## **ZAMBIA :**

### **ZAMBIA, MALAWI GOES LIVE**

By the ZamFoot Crew October 7, 2020 <https://zambianfootball.co.zm/zambia-malawi-goes-live/zfadmin/>

The match between Zambia and Malawi will be aired on the Zambia National Broadcasting Corporation ( ZNBC) Television, The Football Association of Zambia (FAZ) has confirmed.

The international friendly match involving the two COSAFA neighboring countries will be beamed live on ZNBC TV One and Radio Two according to a press statement by FAZ Communications manager Sydney Mungala availed to the ZamFoot Crew.

FAZ General Secretary Adrian Kashala confirmed the development in an interview with FAZ media. Kashala is confident that the beaming of the game will provide fans an opportunity to watch the Chipolopolo Boys and ease the pain of not being in the Stadium due to COVID-19 restrictions. "I am happy to announce that the match between Zambia and Malawi will be beamed live on ZNBC TV and radio. With the game being behind closed doors, we have been inundated by cries to give fans a chance to watch, so we engaged ZNBC who have responded positively," Kashala said.

"With the Covid-19 restrictions that bar fans from being in the stadium we are hopeful that the beaming of the game will provide fans an opportunity to watch the Chipolopolo."

Zambia faces Malawi at National Heroes Stadium at 15:00 hours in an international friendly. The match will be staged behind closed doors. FAZ has lined up three international friendly matches starting with Malawi before engaging Kenya on Friday and South Africa on Sunday.

## **NAMIBIE :**

### **La sécheresse force la Namibie à vendre 100 buffles**

<https://www.afrik.com/la-secheresse-force-la-namibie-a-vendre-100-buffles> Par Dale Abraham Sarr-4 octobre 2020

La Namibie, frappée par la sécheresse, a déclaré qu'elle mettrait en vente 100 buffles sauvages pour réduire la population d'animaux, dans le but d'alléger la pression sur la diminution du pâturage dans ses parcs. Le pays semi-aride d'Afrique Australe a déclaré que les animaux proviendraient du parc du plateau de Waterberg, une réserve nationale située dans le centre de la Namibie.

« La vente aux enchères vise... à réduire la pression sur la végétation de pâturage dans le parc. C'est aussi une intervention pour gérer l'impact de la sécheresse dans ce parc », a déclaré le porte-parole du ministère de l'Environnement, Romeo Muyunda. Cette vente aux enchères a été annoncée, pour la première fois, par le biais d'annonces placées dans les journaux locaux, proposant 70 femelles et 30 mâles.

Par ailleurs, toutes les offres pour les buffles doivent être laissées dans des enveloppes scellées au ministère de l'Environnement, des Forêts et du Tourisme avant le 14 octobre, selon une annonce.

« L'acheteur supportera tous les risques pendant et après la capture », précise l'annonce. L'année dernière, le gouvernement namibien avait mis en vente environ 1 000 animaux, dont 600 buffles, 150 springboks, 60 girafes et 28 éléphants. « Il est judicieux de réduire le nombre d'animaux

sauvages chaque fois que leur capacité de charge est dépassée afin que nous puissions réduire la pression sur le pâturage et les autres ressources dans le parc », a indiqué Romeo Muyunda. En revanche, le gouvernement namibien a lancé une enquête sur la mort de 16 buffles dont les carcasses ont été découvertes, mercredi dernier, dans une rivière à l'intérieur du nord-est du parc national de Bwabwata. « Les buffles sont soupçonnés de s'être noyés mardi, probablement en fuyant les prédateurs », a déclaré le ministère de l'Environnement, dans un communiqué aux médias. Il y a trois ans, la Namibie avait une population de buffles estimée à environ 7 000 individus.

## **ANGOLA :**

### **Angola : Trois ans de lutte anti-corruption pour João Lourenço**

By Rédaction Africanews  
and Euronews

<https://fr.africanews.com/2020/10/06/angola-trois-ans-de-lutte-anti-corruption-pour-joao-lourenco/>

Passer des paroles aux actes en Angola. Tel est le défi lancé par Transparency International, qui vante les intentions de João Lourenço de lutter contre la corruption. Mais pour cette organisation non gouvernementale, trois ans au pouvoir doivent marquer le début d'une nouvelle ère.

Pour Mokgabo Kupe, conseillère régionale pour l'Afrique australe auprès de Transparency International, "le plus important en ce moment est de passer de la théorie à la pratique. Il faut augmenter le nombre d'enquêtes et de poursuites. Il a été dit que certaines enquêtes étaient ciblées. Je pense qu'il devrait y avoir plus de transparence dans ce domaine".

Selon elle, le silence du président angolais traduit le besoin de soutien pour un plan de réforme. "Le niveau de prudence peut être attribué au fait que le système des partis est si complexe. On ne peut pas se débarrasser de tout le monde en même temps. Je ne pense pas que ce soit nécessairement stratégique. Il essaie d'être prudent. Un programme de réforme exige d'avoir certaines personnes de votre côté. Je pense donc que la sérénité pourrait venir de l'observation et de la réflexion sur la meilleure manœuvre".

#### **Cohésion territoriale**

Sur le plan politique, le président Lourenço a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. Mais les procédures contre les anciens dirigeants et hommes d'affaires liés au régime s'éternisent dans le système judiciaire.

Pour Said Djinnit, ancien envoyé spécial de l'ONU dans la région des Grands Lacs, le plus grand défi est de maintenir la cohésion territoriale. "Il faut rassembler la nation. Tous les pays ont des faiblesses, surtout en période de réforme. Il est important de prêter attention à la cohésion et à la stabilité. L'économie de l'Angola repose beaucoup sur l'industrie pétrolière. Il est important de diversifier l'économie, ce qui représente un grand défi pour le Président et son gouvernement." Une réorientation économique et stratégique encore plus urgente en période de pandémie.

## **MOZAMBIQUE :**

### **MOZAMBIQUE : le gouvernement transforme la réserve de Chimanimani en parc national**

Par Inès Magoum- Publié le 7 octobre 2020 / Modifié le 7 octobre 2020

<https://www.afrik21.africa/mozambique-le-gouvernement-transforme-la-reserve-de-chimanimani-en-parc-national/>

Afin de mieux protéger la biodiversité de la réserve nationale de Chimanimani, située dans la province de Manica à l'ouest du Mozambique, le gouvernement a choisi de la transformer en parc national. Baptisé parc national de Chimanimani (PNC), ce foyer de biodiversité a été inauguré récemment par Ivete Maibase, la ministre mozambicaine des Terres et de l'Environnement.

Le 2 octobre 2020, la réserve nationale de Chimanimani, située dans la province de Manica à l'ouest du Mozambique est officiellement devenue un parc national. La réserve de biodiversité a été créée en août 2003. Selon le ministère mozambicain des Terres et de l'Environnement, la zone protégée de 2 300 km<sup>2</sup> a été réhabilitée avant sa transformation en parc national Chimanimani (PNC).

La protection de la biodiversité

L'objectif du gouvernement du Mozambique est l'amélioration de la préservation l'écosystème, la faune, la flore et les ressources en eau de la chaîne de montagnes Chimanimani dans la province de Manica, à la frontière avec le Zimbabwe. Le ministère mozambicain des Terres et de l'Environnement indique que le désormais parc national de Chimanimani est l'une des rares régions au monde où on retrouve des éléphants de montagnes et d'autres espèces animales (de grandes et de petites). L'espace naturel regorge également en son sein de 73 espèces de plantes « uniques au monde », et de 164 espèces de poissons d'eau douce.

La transformation de la réserve nationale de Chimanimani en parc national permettra aussi demieuxconserverlagrandevariété d'oiseaux, dereptiles et de papillons uniques du parc ; ainsi que les sources d'eau des principales rivières des provinces centrales de Manica et de Sofala au Mozambique. Le parc national de Chimanimani est à l'ouest de Binga, le plus haut du pays avec 2 436 m.

L'inauguration du parc national de Chimanimani intervient au moment où plusieurs actions sont engagées dans le pays en faveur de la protection de la biodiversité. Dans le parc national de Gorongosa au centre du Mozambique, la population des lions est en nette augmentation avec un total de 146 individus ; alors que sur le reste du continent, des alertes sont lancées sur le risque d'extinction des lions d'Afrique d'ici à 2050.

## **GUINEA BISSAU :**

### **Guinea-Bissau: Youths call for local elections, increase decentralisation**

By LUSA

<https://www.macaubusiness.com/guinea-bissau-youths-call-for-local-elections-increase-decentralisation/>

A group of youths from Guinea-Bissau has created a movement to “press and demand” the political power to hold the first local elections in the country, the initiative's coordinator, Benvindo Buo, told Lusa on Wednesday.

To advance the idea, Benvindo Buo created the Youth Movement for the Municipalities in Guinea-Bissau (MJPAGB) and circulated a petition on Facebook which has gathered around 200 signatories who agree with the issue in one week.

Living in Cabo Verde, after finishing his degree in Public and Municipal Administration, at the Jean Piaget University in Bissau, in 2019, Benvindo Buo told Lusa, in a telephone conversation, that he believed that Guinea-Bissau “will not develop if it does not move towards decentralisation of power” in politics and administration.

“It is clear that only with the local elections will we be able to reduce the level of running for central power in Bissau. Everyone wants to be ministers, secretaries of state or directors-general, it is the only way to exercise politics” in the country, Benvindo Buo noted.

In a research project in the Cape Verdean city of Praia to understand how decentralisation brings improvements to the life of the population, the creator of the MJPAGB said that “the desire of the Guineans for local authorities” will be proven with the petition, the results of which will be handed over to the president, the government and parliament.

Buo wants to take advantage of the constitutional revision launched by Guinean President Umaro Sissoco Embaló to press the political authorities with his petition to introduce the date and frequency of local elections into law.

“Not least because the constitution recognises that Guinea-Bissau is a unitary but decentralised state, however, this is not seen in practice,” noted Buo, pointing out that international agreements, initialled by the political class in the last five years, point to the need to hold localelections.

Buo sees those elections as a way to “bring power closer to the people”, to increase competitiveness between politicians and local people and to reduce the pressure on Bissau, he said.

In the current situation the leaders who are placed in the localities, especially those in the interior of thecountry,have no power of decision because they receive orders from the central power in Bissau.

“Look at the case of the Bissau City Council where the leaders who are there have no administrative or financial powers, because they report to the central government, that is, they do not answer to the people”, the creator of the MJPAGB stressed.

Identifying as a “fighter for decentralisation” in Guinea-Bissau, Buo said that his movement would “do everything” to ensure that the first local elections would take place before the end of the current legislature, in 2023.

## **CABO VERDE / CAP VERT :**

### **Cabo Verde: Government debt hits record high of €2.245 bln**

<https://www.macaubusiness.com/cabo-verde-government-debt-hits-record-high-of-e2-245b/>  
2020/10/07 ByLUSA

CaboVerde’sgovernment debt renewed historical highs in August to over €2.245 billion, equivalent to 134.9% of CaboVerde’sGross Domestic Product (GDP), according to officialfigures.

According to data in the documents supporting the draft law on the 2021 budget, seen onWednesdayby Lusa, the government debt has increased in line withGDP,by 15.5 percentage points compared to August2019.

On 31 August, the central government’s public debt reached 247.9 billion escudos (€2.245 billion). Of this total, 70.53 billion escudos (€639.3 million), equivalent to 38.4% of estimated GDP for this year, corresponded to domestic debt, and the remaining 177.375 billion (€1.608 billion), 96.5% of GDP, to external debt.

The CaboVerdegovernment estimates for 2020 a GDP of 194.32 billion escudos (€1.761 billion), at pre-2019 levels, still recovering from the economic effects of the pandemic, with a fall in tax revenue and an increase in expenditure, through debt, to strengthen social, health and business support.

The budgetary support document acknowledges that the “downward trajectory of central government debt in relation to GDP, which began in 2017”, ended up suffering “a major setback with the impact of the crisis caused by the Covid-19 pandemic”.

The government forecast points to public debt equivalent to 145.6% of GDP by the end of 2020, amounting to 267.48 billion (€2.425 billion), and 145.9%, equivalent to 283.544 billion (€2.571 billion), in 2021.

It added that, according to still provisional data, Cabo Verde’s public debt reached 124% of GDP at the end of 2019, with an absolute value of 241.96 billion (€2.194 billion).

Cabo Verde has had 6,518 cases of Covid-19 diagnosed since 19 March, with 69 deaths associated with the disease in the same period.

The archipelago is experiencing an economic crisis caused by the pandemic, with the tourism sector, which guarantees 25% of theGDP,halted since March. Tomake up for the lack of tax revenues and in the face of increased spending on social benefits and health care, the government has negotiated with international creditors moratoria for the payment of the country’s debt, until the end of2020.

Portugal holds more than 30% of Cape Verde’s public debt, bilaterally but also through financing lines from commercial banks.

Meanwhile, the Portuguese government granted a moratorium on direct loans to Cabo Verde and Sao Tome and Principe, "following requests from these countries," the Portuguese Foreign and Finance Ministries announced in a joint statement in August.

The Covid-19 pandemic has caused more than one million forty-five thousand deaths and over 35.5 million cases of infection worldwide, according to the French agency AFP.

## **SAO TOME AND PRINCIPE:**

### **The Republic of São Tomé and Príncipe become party to the Arusha Protocol**

<https://inventa.com/en/news/article/550/the-republic-of-sao-tome-and-principe-become-party-to-the-arusha-protocol2020/10/02>

The Republic of São Tomé and Príncipe deposited its Instrument of Ratification of the Arusha Protocol on the Protection of New Varieties of Plants of July 6, 2015, with the Director General of ARIPO on September 29, 2020.

The Republic of São Tomé and Príncipe is the second ARIPO Member State to become party to the Protocol, after Rwanda taking the lead in June last year.

The Arusha Protocol, which main purpose is to grant and protect breeders rights, was adopted by a Diplomatic Conference of ARIPO Member States in Arusha, Tanzania, on July 6, 2015. Under Article 40 (Chapter XVI), the Protocol shall come into force twelve months after four States have deposited their instruments of ratification or accession.

Any State, member of ARIPO or to which membership of ARIPO is open, may become party to this Protocol by following one of these steps:

- (a) by signature followed by the deposit of an instrument of ratification; or
- (b) by deposit of an instrument of accession.

## **TIMOR-LESTE :**

### **Food everywhere, but nothing to eat: Timor-Leste is going hungry and the answer may be innovation**

06

Oct

2020

06:07AM

By Jack

Board <https://www.channelnewsasia.com/news/asia/timor-leste-climate-change-food-security-innovation-12469908>

DILI: When Filipe da Costa started to learn about the health of his nation, he was confused.

By most measures, Timor-Leste was falling into the "red zone" - whether in terms of child stunting, malnutrition or brain cognition. And it was all linked to the food people were eating.

"I was thinking, in the past, this problem was probably not as severe. Something was different about our diets. The way our grandmothers prepared food is way different from now," said the Advisor of Food Security and Nutrition to the Prime Minister.

A visit to any food scarce rural village - common in Timor Leste - reveals a major shift in diets. The food and cooking methods that have sustained local people for generations are being lost.

"I remember in the past, we had wild beans, wild papaya, tamarind and mangoes. But now it's difficult to find those wild foods. Maybe the environment has changed," said Abio Coreia, a subsistence farmer on the remote island of Atauro.

"In the past, corn and beans were foods we ate every day. Now we have rice. It's easy to buy in the market," he said.

As the small island nation comes to terms with a fast-changing climate, its ability to feed itself is becoming more strained.

Long dry seasons and inconsistent rain, combined with behavioural shifts that devalue traditional knowledge of food means this young country is going hungry.

But a movement is growing - among small restaurants, food labs, micro-distilleries and artisanal producers - to elevate Timor's native cuisine and ingredients. It has a small footprint for now, but the objective is ambitious.

A 2018 IPC report by national and government partners found that only a quarter of the country's population is food secure.

It showed that 36 per cent was chronically food insecure, defined by a long term inability to meet food consumption requirements. Some 175,000 people were suffering from a severe level of food insecurity.

The driving forces behind the nation's hunger vary by province. But in general, locals are not accessing or consuming the right types of food. Nutrition is poor, blamed on an increasing dependence on low-quality imported foods, like subsidised white rice and, especially, instant noodles.

Old knowledge is being discarded for the trappings of a modernising society, where a bowl of instant noodles on the family table is more prized than native or foraged, wild food that Timorese have depended on for generations.

"We have a lot of food out there but we have left it behind. People say they don't have rice to eat, or corn to boil. Food insecurity is a mindset and there are many abandoned foods out there," da Costa said.

The result is troubling levels of malnutrition, anaemia and impacts on brain development among young children. Levels of hypertension, heart disease and obesity are on the rise.

At the same time, natural resilience to a warming world is on the wane.

Climate change is applying more pressure on subsistence food producers. In Timor-Leste, rainfall in 2019 was its lowest in a decade. By the end of the century, experts in the country have predicted a 3 degree temperature increase, which would have devastating effects on the country's agriculture capabilities and the magnitude of natural disasters, including drought and floods.

In parched villages, regular planted crops are struggling in the conditions. At the same time, native food is proving more difficult to access and cultivate. It is fuelling a dependence on produce bought from markets.

Wild food like leaves, yams and mushrooms traditionally kept Timor-Leste nourished, through years of conflict and occupation.

Much of this foragable food - and the ways it can be cooked - is endemic. For example, on the island of Atauro, locals source natural salt by using sea rocks to flavour soups and other communities use generational knowledge to remove toxins from beans by boiling them for 12 days. "People grew up with these foods in the past. They would use these foods a lot. Now we have a lot of imported products so it's hard for the young generation. But we have to do something," said Julio da Cunha, a young food innovator from Manatuto.

#### FOOD RESEARCH AND INNOVATION KEY TO THE FUTURE

At social enterprise, Agora Food Studio, food experimentation driven by innovation is attempting to empower young Timorese like da Cunha to look back, collaborate and harness the power of what nature has provided for this land.

The team comprises young cooks from around the country - diversity by design. "We work here, but we go to the mountains and we experiment. And we understand that our food has value," said da Cunha.

"Innovation is very important, making something new. We can't just boil a sweet potato in a pot anymore."

The 23-year-old is working on a project to make and package noodles - dubbed Mie Marungi - made from pumpkin, moringa and sweet potato as a viable and healthy replacement for the ubiquitous instant variety and sachets of MSG seasoning.

It is an example of Agora encouraging its staff to build up creative techniques that harness the techniques that have helped Timor communities survive in remote and harsh environments.

“It’s that knowledge and skill that we’re learning is important for the future. Reliance on processed food is changing diets, taste preferences and health and leads to more vulnerable populations,” said Alva Lim, Agora’s co-founder and director of food research and innovation.

“So sharing the knowledge evolved over generations before it gets lost is our team’s mission.”

#### MAKING TRADITIONAL FOOD VALUED AGAIN

The project is also trying to make Timorese food a point of pride on any table, in any village.

Da Costa, the advisor to the prime minister, has spent years examining Timor-Leste’s food problems. He said that while visiting hundreds of villages around the country, he found that many people have grown ashamed of their own typical food.

“There are choices that we no longer utilise because people believe this type of food is for the poor. It’s not nice to present on the table when guests are around, or it’s not wise to give to your kids, or there is a stigma about the food or it’s time consuming to prepare in a certain way,” he said.

“Can we make that food valued again? People need to go back to their original ways of living. We want food that people have hidden away to come back out onto the table, bringing innovation to make it look rich, nutritious and have value.”

Given the country’s political instability over the past three years, government progress in reaching more communities, more often, has been derailed.

Da Costa admits financial resources, tools and facilities, and nutrition experts are all currently lacking in Timor-Leste to sufficiently tackle the problem.

“We are stepping back a lot instead of moving forward. But I think the enthusiasm is still there,” he said.

In the meantime, private enterprise in the capital Dili is slowly starting to explore the possibilities of a foraged food movement - both for its taste benefits and a means to increase resilience among vulnerable food producing communities.

Restaurateur Cesar Trinito Gaio operates Dilicious, which aims to serve only locally-sourced food and runs gastronomy classes with native ingredients.

He dreams of operating a roaming food truck to educate people across the country about the benefits and taste of local food, and hopes to further explore the possibilities of farm-to-table dining and agri-tourism.

At Distillery Lokal, Gobie Rajalingam “explores Timor-Leste’s drinkable biodiversity” through a boutique range of root-based sodas, wild ferment, raw honey meads and traditional botany and bark-based vermouths with ingredients sourced directly from producers, whenever possible.

“By thinking about where we spend our money - be it as a distillery, a restaurant, a cafe or as a consumer we make a choice about the type of food system we wish to support,” he said.

“We also make a choice about whether we value native ingredients or not and whether we are happy with the loss of food traditions, culture and identity that may follow if we do not ensure resilience of food and community systems.”

There is a growing understanding that time for action is limited.

“Now we’re in an intergenerational period - the people who used to collect wild foods are still alive, and we also have the new generation who never did it. So we need to have this bridge connected,” da Costa said.

“Climate change can only be mitigated if we arm people with knowledge, value their knowledge and appreciate their food.”

Source: CNA/jb(aw)

## EGYPT :

**Egypt's Population Increases by 1 Million in 8 Months : Population Council**  
<https://egyptianstreets.com/2020/10/08/egypts-population-increases-by-1-million-in-8-months-population-council/OCTOBER 8, 2020>

Egypt's Central Agency for Public Mobilization and Statistics announced that Egypt's population is now 101 million, meaning that it increased by 1 million in less than 8 months since it passed the 100 million mark on Feb.11,2020.

Amr Hassan, former rapporteur of the Egyptian National Population Council, noted that an average of 4,250 children are born every day.

He added that under the National Population and Development Strategy's goals (2015-2030), Egypt's population was targeted to reach 94 million by 2020, but recent numbers reveal that it increased much faster. "If the National Population Strategy had been implemented, Egypt's population would have reached 110 million in 2030, but current expectations indicate that the population will reach 119 million by then. It raises the warning signs that the state should make a concerted effort," Hassan said.

Population growth continues to be a continuing policy challenge in Egypt, putting the burden on the Egyptian government to provide adequate educational and health services.

Egypt launched a National Population Strategy for 2017-2030, which is being implemented by the Ministry of Health and Population and is funded by the European Union.

It aims at increasing the use of voluntary, rights-based family planning through supply of family planning services and enhance governance for implementation of the National Population Strategy.

## ALGERIE :

### **Quand un magazine français fait l'éloge de le diplomatie algérienne**

vendredi 7 octobre 2020 à 19:40 <https://www.algerie360.com/20201007-quand-un-magazine-francais-fait-leloge-de-la-diplomatie-algerienne/>

Le magazine mensuel français « Afrique-Asie » a consacré, dans sa dernière édition, un article à l'Algérie dans lequel il a fait l'éloge de la diplomatie algérienne.

intitulé « le grand retour de l'Algérie sur la scène internationale », l'article de magazine français est revenu sur les participations de la diplomatie algérienne aux derniers événements mondiaux.

« L'Algérie est non seulement debout, mais s'en sort plutôt mieux que la plupart des pays avancés, que ce soit dans la lutte contre la pandémie, la diversification de son économie et l'application de la feuille de route concernant la réforme de ses institutions et la révision de sa constitution. mais aussi et surtout par son rôle grandissant dans le concert des nations », a écrit l'auteur de l'article.

Pour le magazine français, « l'Algérie a un rôle d'état pivot dans le monde »

l'Algérie est « un pays qui tient à sa souveraineté et à son rôle d'état pivot notamment dans le Maghreb, la Méditerranée, l'Afrique sub-saharienne et dans le reste du monde », a souligné le même source.

« M. Bouteflika a, dès son élection, clairement défini les grandes lignes de sa politique étrangère, née dans la guerre de libération nationale, quand une délégation de FLN avait participé à la

conférence de Bandung en 1955 et qui a comme fondements : non-ingérence, respect de droit international, construction d'un nouvel ordre politique et économique mondial, droit des peuples à l'autodétermination et soutien aux peuples colonisés », a ajouté le magazine français.

Concernant le rôle de l'Algérie à l'international, le magazine français a indiqué que « la conférence de Berlin sur le Libye en janvier dernier a donné une tribune mondiale à l'Algérie à travers laquelle le nouveau président a fait entendre la voix de son pays. Il y a réaffirmé ce qu'il avait toujours répété, à savoir qu'il revient aux seuls Libyens -tous les Libyens sans exclusive- de prendre leur destin en mains, avec l'aide des pays voisins ».

« La diplomatie algérienne s'active sur le front malien, indissociable du front libyen » (Afrique-Asie) le magazine français a rappelé que « le président Bouteflika a dépêché son ministre des Affaires étrangères à Bamako à deux reprises en quelques semaines pour proposer l'activation de l'Algérie de paix et de réconciliation, à la demande de toutes les parties maliennes, y compris la nouvelle junte militaire ».

« Même la France, embourbée dans les sables mouvants du Sahel est désormais demandeuse de l'assistance de Paris (...) le retour de l'Algérie sur la scène internationale « a été également confirmé par la récente visite du secrétaire à la Défense américain, Mark Esper, le premier d'un aussi haut responsable américain depuis 2006 (visite de Donald Rumsfeld) », a encore ajouté le magazine français.

## **MAROC :**

### **La France durcit les contrôles en provenance du Maroc**

<https://www.bladi.net/france-contrôles-voyageurs-marocains,74717.html> 8 octobre 2020 - 10h00 - Maroc

Les conditions d'entrée en France des Marocains et les contrôles sont davantage renforcées dans les aéroports depuis la facilitation des conditions d'entrée aux touristes et aux hommes d'affaires dans les aéroports au Maroc. À l'origine de cette situation, les nombreuses tentatives de fraude observées dans les aéroports français.

Pour accéder au territoire français, les autorités surveillent de près les attestations de santé et de rendez-vous professionnel des hommes d'affaires marocains pour en vérifier l'authenticité, rappelle Medias24. Si une grande partie a profité de cette mesure pour voyager en toute quiétude, les nouveaux cas de fraude pour fausse maladie pour hommes d'affaires et de maladie identifiés sont aussitôt renvoyés au Maroc par le premier vol et les auteurs poursuivis, confirme le Quai d'Orsay.

Pour prévenir désormais ces entrées illégales, de nouvelles conditions d'entrée ont été imposées en France. Les simples consultations avec un médecin en France ne sont plus autorisées. Pis, les hommes d'affaires sont invités à s'adresser au consulat français ou aux chambres de commerce pour se faire délivrer un laissez-passer exceptionnel. Même du côté de Royal Air Maroc, les contrôles sont renforcés au risque d'assurer le voyage retour de sa clientèle refoulée de France. "Que ce soit pour un patient qui requiert une intervention chirurgicale ou un homme d'affaires qui doit conclure un deal, les documents présentés à l'embarquement se doivent d'être crédibles.", précise le top management de la compagnie aérienne nationale. Ils soutiennent avoir refusé d'embarquer un Canadien d'origine marocaine qui n'avait pas les documents nécessaires pouvant justifier l'urgence de sa visite à Paris.

Pour voyager désormais en France, les voyageurs doivent se munir d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'ils ne présentent pas de symptôme d'infection au Covid-19 et qu'ils n'ont pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de Covid-19 dans les quatorze jours précédant le vol ; une attestation de déplacement dérogatoire vers la France métropolitaine depuis les pays tiers ; un ou plusieurs documents permettant de justifier le motif du déplacement ; le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique réalisé dans les trois jours avant l'embarquement.

Des conditions sont également posées au sujet des tests PCR. Si le résultat du test présenté aux autorités est négatif, les voyageurs peuvent alors circuler librement sur le territoire français. Quant aux voyageurs n'ayant pas réalisé de test de dépistage du Covid-19, ils doivent respecter une quatorzaine volontaire et respecter les mesures de précaution figurant sur le flyer qui leur sera remis à l'arrivée. Si les voyageurs souhaitent réaliser immédiatement un test à leur arrivée, ils pourront alors utiliser les points organisés par les ARS dans les aéroports, précise-t-on.

## **TUNISIE :**

### **Tunisie. Les membres du Parlement doivent rejeter la légalisation de l'impunité pour les forces de sécurité**

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/tunisia-members-of-parliament-must-reject-legalizing-impunity-for-security-forces/> 5 octobre 2020, 10:42 UTC

Les membres du Parlement tunisien doivent rejeter un projet de loi qui pourrait renforcer l'impunité des forces de sécurité et les exonérer de toute responsabilité pénale lorsqu'elles utilisent la force meurtrière pour protéger les bâtiments des services de sécurité, a déclaré Amnesty International à la veille du débat parlementaire sur ce projet de loi prévu le 6 octobre 2020.

Au titre de l'article 7 du projet de loi n° 25/2015, les forces de sécurité ne seraient pas tenues pénalement responsables d'avoir utilisé la force meurtrière pour repousser les attaques contre des bâtiments liés à la sécurité, si la force qu'elles emploient est jugée proportionnelle au danger. Ce texte de loi, initialement présenté au Parlement par le gouvernement en avril 2015, a été réintroduit en 2017 à la demande de la police et a essuyé de vives critiques de la part des organisations de la société civile tunisienne et internationale.

« Malgré des amendements positifs qui ont supprimé des restrictions inquiétantes des droits à la liberté d'expression et à l'accès à l'information qui figuraient dans les projets précédents, le texte comporte encore des dispositions qui feraient obstacle à l'obligation de rendre des comptes pour les graves violations des droits humains, a déclaré Amna Guellali, directrice régionale adjointe pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient à Amnesty International.

« Les organisations tunisiennes et internationales de la société civile n'ont cessé de s'opposer à ce projet de loi, mettant en garde contre ses conséquences négatives sur l'état de droit. S'il est adopté, il renforcera la culture de l'impunité et adressera un message inquiétant aux forces de sécurité, leur indiquant qu'elles ont le feu vert pour utiliser la force à leur gré, sans s'inquiéter de devoir rendre des comptes. »

Ce projet de loi permettrait aux forces de sécurité de réagir légalement en usant de la force meurtrière à une attaque contre des bâtiments des services de sécurité, même en l'absence de danger pour leur vie ou la vie d'autrui, et de risque de blessures graves.

Aux termes des normes internationales, la police ne doit pas faire usage d'armes à feu contre des personnes, sauf en cas de légitime défense ou pour défendre des tiers contre une menace imminente de mort ou de blessure grave. Se servir d'armes à feu uniquement pour protéger des biens est prohibé.

Les forces de sécurité tunisiennes jouissent depuis longtemps de l'impunité pour les violations graves des droits humains, telles que le recours excessif à la force contre les manifestants pacifiques à Tâtaouine en juin dernier et les interventions des forces de sécurité qui ont conduit à la mort d'Omar Laabidi et d'Ayemen Othmani en 2018. La torture et les mauvais traitements infligés à des détenus lors des opérations anti-terroristes, ainsi que les pratiques arbitraires durant les arrestations, restent largement impunis.

« Nous demandons aux députés tunisiens de se mobiliser en faveur des droits humains en rejetant ce projet de loi consternant. Ils doivent veiller à ce que les forces de sécurité agissent conformément aux règles et aux normes internationales relatives à l'usage de la force et rendent des comptes lorsqu'elles en font un usage arbitraire et abusif », a déclaré Amna Guellali.

## **LYBIA :**

### **Nigerian migrant worker burned alive in Libya By Tamara Qiblawi,**

CNN October 8, 2020

<https://edition.cnn.com/2020/10/08/middleeast/nigerian-worker-libya-burned-intl/index.html>

(CNN) Three men stormed a factory in Tripoli, doused a Nigerian worker in petrol, and set him on fire, according to a statement by the Libyan interior ministry, in a new reported attack on migrants in the north African country.

The United Nations has described the man's death "another senseless crime against migrants in the country."

A statement by Tripoli's interior ministry on Wednesday said the suspects -- all Libyan nationals -- had been detained for the attack on the man, who has not been named.

The ministry cited witness testimony that described the men storming the factory and setting the Nigerian man on fire.

"We are horrified by the killing of a Nigerian migrant worker in Tripoli, #Libya by three men yesterday. The young man was burned alive, in yet again another senseless crime against migrants in the country," tweeted Federico Soda, head of the UN's International Organization of Migration mission in Libya. "Those responsible must be held to account."

NGO Sea Watch 3 rescued 47 migrants onboard a rubber boat off Libya's coast on January 19, 2019.

War-torn Libya has repeatedly been accused of being a hostile environment for migrants and refugees, many of whom pass through the country in an attempt to reach safer shores in Europe. Many of these migrants are intercepted by European authorities and returned to Libya.

Last month, Amnesty International released a report detailing "horrific cycles of abuses" of migrants in Libya, including unlawful killings, enforced disappearances, torture, and rape. The rights group says that the coronavirus pandemic has exacerbated the abuse.

"Instead of being protected, they are met with a catalogue of appalling human rights abuses and now unfairly for the spread of the Covid-19 pandemic on deeply racist and xenophobic grounds," said Diana Eltahawy, the rights group's Deputy Regional Director for the Middle East and North Africa said in the report.

"Despite this, even in 2020 the EU and its member states continue to implement policies trapping tens of thousands of men, women and children in a vicious cycle of abuse, showing callous disregard for people's lives and dignity."

In August, over 45 migrants died in a shipwreck off of the Libyan coast. More than 7,000 people making the perilous journey have been returned to Libya in 2020, according to the UN Refugee Agency.

Thousands of these are believed to end up in detention centers in parts of Libya controlled by the internationally-recognized government in Tripoli.

In 2017, a CNN team witnessed a dozen men being sold in a slave auction in Libya, which opened an investigation into the slave markets.

## **COTE D'IVOIRE :**

### **Le peuple Gban veut poursuivre le développement de la Côte d'Ivoire avec Alassane Ouattara**

<https://news.abidjan.net/h/681457.html>

Publié le jeudi 8 octobre 2020 |AIP

Le peuple Gban, originaire du département d'Oumé, a exprimé mercredi 7 octobre 2020, son souhait de poursuivre le développement de la Côte d'Ivoire amorcé depuis 2011, avec le Président Alassane Ouattara, candidat à sa propre succession à l'élection du 31 octobre.

Une rencontre des ressortissants du département d'Oumé vivant à Abidjan et banlieue a été organisée à l'initiative du coordonnateur régional du Rassemblement des Houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP ) de la région du Goh, Alfred Nongo, à la Bourse du travail à Treichville. Cette rencontre a enregistré la participation du ministre de l'Hydraulique, Laurent Tchagba.

Selon Alfred Nongo, cette cérémonie a pour objectif de saluer les actions de développement du Président Ouattara, de traduire l'attachement du peuple Gban à son programme de développement. "Le peuple Gban a décidé d'opter pour la poursuite du programme de développement avec le RHDP, avec Ouattara. Le développement de la Côte Ivoire a un nom, et c'est celui d'Alassane Ouattara", a-t-il affirmé.

Pour la député d'Oumé, Touré Aya Virginie, le peuple Gban a peut-être été lent dans sa prise de position, mais une fois qu'il l'a fait, il a décidé que son choix définitif est le candidat du RHDP.

Le ministre Laurent Tchagba a quant à lui félicité le peuple Gban pour son choix et l'a appelé à être responsable, uni et à participer à la construction de la Nation ivoirienne.

(AIP)

## **MALI :**

### **Mali : l'ex-premier ministre Boubou Cissé et ses compagnons libérés**

Par Daouda Bakary KONÉ- 8 octobre, 2020 <https://www.financialafrik.com/2020/10/08/mali-lex-premier-ministre-boubou-cisse-et-ses-compagnons-liberes/>

Le premier ministre malien, Boubou Cissé, est libre. C'est ce que révèle un communiqué du vice-président de la transition, informant l'opinion publique nationale et internationale, de «l'élargissement (libération), ce 7 octobre, des personnalités politiques et militaires» arrêtées suite aux événements du 18 août 2020.

Côté militaire, parmi les neuf hauts gradés qui recouvrent la liberté, l'on relève les noms des anciens ministres de la Sécurité et de la Défense. Le communiqué officiel émis précise toutefois que les intéressés restent à la disposition de la justice. «Il s'agit de l'ancien Premier ministre, Dr Boubou Cissé, de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Moussa Timbiné, des généraux Ibrahima Dahirou Dembélé, M'bemba Moussa Keita, Oumar Dao, Ouahoun Koné, Boukary Kodio, Abdramane Baby, Abdoulaye Coulibaly, Moustaph Drabo et du Colonel-major Faguimba Kansaye.

## **TOGO :**

### **Togo : deux baleines mortes retrouvées en une semaine sur la plage de Lomé**

Par Francis Ahlé- 8 octobre 2020 <https://www.afrik.com/togo-deux-baleines-mortes-retrouvees-en-une-semaine-sur-la-plage-de-lome>

Par deux fois, en une semaine, la plage de Lomé a été le théâtre d'un spectacle plutôt inhabituel. En effet, deux baleines y ont été retrouvées mortes, dont une ce mercredi.

C'est sur la plage en face de l'ambassade d'Allemagne que la carcasse de la baleine a été retrouvée, dans la matinée de mercredi. A en croire la déclaration faite par Nayo Takounadi, capitaine de corvette et préfet maritime, la baleine était déjà en décomposition car probablement morte de nombreux jours avant.

Les badauds attirés par le phénomène n'ont pas manqué de se demander la raison pour laquelle les baleines viennent échouer sur les plages togolaises, depuis quelques temps. En effet, c'est la deuxième fois, en une semaine, que le fait se produit.

Plages togolaises : cimetière des baleines ?

Selon les déclarations faites par Stanislas Baba, Haut conseiller à la mer, le fait est loin d'être isolé dans la sous-région ouest-africaine. Le même incident s'est en effet produit au Ghana. Difficile de ne pas établir un saisissant parallèle avec les centaines d'éléphants retrouvés morts, en juillet, au Botswana sans que l'on puisse en déterminer la cause.

Pour en revenir aux baleines échouées au Togo, des prélèvements sont en cours afin de comprendre la raison pour laquelle elles viennent mourir sur les côtes du Golfe de Guinée. Parallèlement, les forces de police font tout le nécessaire pour éviter un attroupement autour des carcasses.

Selon Kokou Tengué, l'actuel ministre togolais de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, cette mesure vise à empêcher les populations locales de manger la chair de ces cétacés morts.

## SENEGAL :

**Sénégal : près de 200 migrants interceptés en partance pour les Canaries**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/27817/senegal-pres-de-200-migrants-interceptes-en-partance-pour-les-canaries>

Publié le : 08/10/2020

Quelque 186 migrants à bord de deux pirogues ont été interceptés par la marine sénégalaise dans la nuit de mardi à mercredi, a annoncé la Direction des relations publiques des armées (Dirpa). Ils étaient en partance pour l'archipel des Canaries.

La marine sénégalaise a intercepté 186 migrants, dont des femmes et des mineurs, qui tentaient de se rendre en Espagne à bord de deux pirogues, a annoncé jeudi 8 octobre la Direction des relations publiques des armées (Dirpa).

La première pirogue transportait 56 personnes "qui seraient toutes de nationalité sénégalaise", indique la Dirpa. La seconde transportait 130 personnes, dont certaines seraient Gambiennes. L'interception a été réalisée dans la nuit de mardi à mercredi par un patrouilleur de la marine au large de Mbour, au sud-est de Dakar, a précisé la Dirpa dans un communiqué. Une vedette de la Guardia civil espagnole participait à l'opération "dans le cadre du dispositif Frontex" (agence européenne de contrôle des frontières).

La route migratoire des Canaries, archipel espagnol de l'Océan atlantique, empruntée par des dizaines de milliers de migrants dans la seconde moitié des années 2000, est redevenue très active depuis un an, à mesure que les contrôles se durcissaient en Méditerranée.

L'instabilité en Libye et l'importante présence policière dans le nord du Maroc ont poussé de nombreux migrants à changer de route et à tenter leur chance depuis les côtes ouest-marocaines, mauritaniennes ou sénégalaises.

Résultat : les arrivées aux Canaries ont atteint en septembre un niveau inédit depuis 2008, malgré les dangers de cette route. Entre le 1er janvier et le 17 septembre, 251 personnes sont mortes durant

ce périple, contre 210 pour l'ensemble de l'année 2019, selon l'Organisation internationale des migrations (OIM).

## **BURKINA FASO :**

### **Lutte contre le Covid-19 au Burkina Faso : La Ligue des consommateurs et ACONTA appellent à respecter les "3M"**

Posté le 8 octobre 2020 Latifatou PAFADNAM

<https://www.burkina24.com/2020/10/08/lutte-contre-le-covid-19-au-burkina-faso-la-ligue-des-consommateurs-et-aconta-appellent-a-respecter-les-3m/>

La Ligue des consommateurs du Burkina (LCB) et Afrique contre le tabac (ACONTA) ont proposé, ce jeudi 8 octobre 2020 à Ouagadougou, une solution qu'ils trouvent simple, applicable et moins contraignante afin de venir à bout de la pandémie de coronavirus.

« Le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) déclarait que la maladie à coronavirus était une pandémie », a entamé le président de la LCB, Dasmané Traoré. Pour empêcher donc la propagation du virus, le Burkina Faso, à l'instar des autres pays du monde, a imposé à sa population des mesures sanitaires restrictives de liberté. « Une situation qui a porté un coup dur à l'économie et au mode même de vie de la population qui n'est pas sans séquelle », a-t-il affirmé.

A l'en croire, depuis un certain moment, le monde entier fait face à un rebond de cas de la maladie à coronavirus et des milliers de morts se comptent au quotidien.

Le Burkina n'est pas en reste face à cette situation. Le président Dasmané Traoré a également indiqué qu'à la date du 4 octobre 2020, le Burkina a enregistré 13 cas dont 12 cas à transmission communautaire. Pour lui, cette propagation du Covid-19 ne sera maîtrisée que lorsque la transmission communautaire sera interrompue.

3 M : Masque bien mis, Mains bien lavées et Maintien de la distanciation d'au moins 1 mètre

« C'est en collaboration avec l'Association pour la Défense des Droits des Consommateurs du Tchad (ADC-TCHAD) que nous proposons une solution simple applicable et moins contraignante pour venir à bout de cette pandémie à une période de campagne électorale et de rentrée scolaire », a-t-il confié.

Cette solution est dénommée les 3 M qui veut dire Masque bien mis, Mains bien lavées et le Maintien de la distance d'au moins 1 mètre.

Le coordonnateur de Afrique contre le Tabac, Salif Nikiéma, a rappelé que le soutien de « Resolve to Save Lives », une initiative de Vital Strategies, va permettre à cette collaboration de réaliser entre autres deux capsules vidéo et trois spots audio de sensibilisation à faire diffuser au niveau des radios communautaires et sur les réseaux sociaux.

## **BENIN :**

### **Bénin: GE obtient un contrat de 47 millions \$ pour l'installation de sous-stations électriques**

Gwladys Johnson Akinocho 08 octobre 2020  
18:15 <https://www.agenceecofin.com/distribution/0810-81120-benin-ge-obtient-un-contrat-de-47-millions-pour-l-installation-de-sous-stations-electriques>

(Agence Ecofin) - La Branche Grid Solutions de General Electric Renewable Energy construira 4 sous-stations et étendra la capacité de 7 autres au Bénin. Le contrat de 47 millions \$ a été obtenu dans le cadre du troisième compact signé avec le MCA et renforcera la fiabilité du réseau national. La branche Grid Solutions de General Electric Renewable Energy a obtenu un contrat d'installation de sous-stations électrique d'une valeur de 47 millions \$ au Bénin. Le projet consiste en la mise en place de 4 sous-stations et de l'extension de 7 autres dans le pays. Il inclut entre autres la sous-

station de Vèdoko qui est la plus grande du pays et permettra le renforcement du réseau électrique national dans son ensemble.

« L'énergie est une composante-clé du processus de développement en Afrique. Nous sommes honorés d'avoir obtenu la mise en place de ce projet important afin de supporter les efforts de modernisation du secteur électrique béninois. Plus encore, la capacité énergétique additionnelle permettra d'accélérer le développement économique et de stimuler la croissance locale », a affirmé Eric Amoussouga, le directeur exécutif de la branche Afrique francophone de Grid Solutions GE.

Il s'agit du deuxième contrat obtenu par GE dans le cadre du troisième compact d'une valeur de 375 millions \$ signé par le Bénin avec le Millennium Challenge Account. Le premier était relatif à la mise en place d'un système de gestion du réseau électrique. Les deux projets permettront d'accroître la fiabilité du réseau électrique, de réduire les pertes techniques, de permettre l'ajout de nouvelles capacités de production assurant ainsi la croissance du secteur électrique national.

## **NIGERIA :**

### **Nigéria : l'explosion d'un camion-citerne fait un carnage à Lagos**

8 Oct 2020 par MDS <https://actucameroun.com/2020/10/08/nigeria-lexplosion-dun-camion-citerne-fait-un-carnage-a-lagos/>

L'Agence nationale de gestion des urgences au Nigéria (NEMA) a déclaré que cinq personnes avaient été tuées à la suite de l'explosion d'un camion-citerne à gaz dans la région de Baruwa, dans la zone du gouvernement local d'Alimosho, dans l'État de Lagos.

Le coordinateur zonal par intérim du bureau de zone sud-ouest de la NEMA, M. Ibrahim Farinloye, qui a confirmé l'information dans une interview avec des journalistes à Lagos, a déclaré que trois personnes avaient été secourues. Farinloye a déclaré que l'incident de jeudi s'était produit à 5 h 40 à Candos Road, Baruwa Inside, à Lagos, lorsqu'un camion-citerne de gaz de pétrole liquéfié était en train de se décharger à la station de l'usine à gaz Best Roof.

« Malheureusement, la station-service avait son générateur allumé et cela a déclenché une explosion. L'explosion a projeté le pétrolier de déchargement sur la route. Il y a des victimes. Cinq corps ont été récupérés, mais la recherche et la récupération seront effectuées après la phase d'urgence. De nombreux bâtiments ont été détruits parce que la station est située dans une communauté densément peuplée », a-t-il déclaré.

Il a également révélé que l'incendie avait été éteint par des agents des services d'incendie de l'État de Lagos alors que l'évaluation d'impact par les agences d'intervention d'urgence était en cours.

## **NIGER :**

### **Niger : la croissance devrait atteindre 9 % à moyen terme, grâce aux exportations de pétrole**

jeudi, 08 octobre 2020 12:53 <https://www.niameyetles2jours.com/l-uemoa/gestion-publique/0810-6000-niger-la-croissance-devrait-atteindre-9-a-moyen-terme-grace-aux-exportations-de-petrole>

(Niamey et les 2 jours) - « Avec le début prévu des exportations de pétrole en 2022 et le maintien de la vigueur de l'investissement, à moyen terme, la croissance devrait être de 9 % en moyenne », a conclu le FMI au terme d'une mission virtuelle qui s'est déroulée du 9 au 29 septembre 2020.

Dès l'année prochaine (2021), l'économie nigérienne devrait rebondir à 6,9 %, après les contrecoups de la pandémie de la Covid-19 qui a ralenti la dynamique économique. Si le Niger semble épargné par une contraction, sa croissance devrait rester très faible en 2020. L'institution de Bretton Woods table sur moins de 1%, tout en félicitant les autorités d'avoir pris des mesures rapides pour circonscrire les dégâts.

« La riposte économique à la pandémie de COVID-19, qui comprenait une aide alimentaire et un appui au crédit pour le secteur privé, permettra de maintenir une croissance supérieure à 1 % en

2020, et ce bien que les mesures décisives prises au départ pour endiguer la pandémie aient pénalisé l'activité économique », a déclaré le FMI.

« Le projet de loi de finances pour 2021, qui prévoit un déficit de 4,6 % du PIB, permettrait d'établir un équilibre raisonnable entre une reprise économique et un premier pas vers la normalisation des dépenses », préconise le Fonds.

Touché par une pandémie de la COVID-19 qui peine à partir, l'État nigérien traîne un déficit budgétaire qui est passé de 3,6 % du PIB l'année dernière à 5,8 %, du fait des dépenses liées à la pandémie, ajoutées aux ressources allouées aux défis sécuritaires.

## **GHANA :**

### **Ghana : L'Etat va rembourser à « Poison » un prêt du régime militaire de 1976**

[https://www.koaci.com/article/2020/10/07/ghana/sport/ghana-letat-va-rembourser-a-poison-un-pret-du-regime-militaire-de-1976\\_145658.html](https://www.koaci.com/article/2020/10/07/ghana/sport/ghana-letat-va-rembourser-a-poison-un-pret-du-regime-militaire-de-1976_145658.html)07/10/2020

David Kotei et Akufo-Addo (ph)

Le premier champion du monde de la boxe du Ghana, David Kotei, connu sous le nom de D.K. Poison va enfin rentrer en possession d'une somme prêtée au pays en temps de crise économique il y a 44 ans.

Pour conformer le pays à cette décision, le Président ghanéen Nana Akufo-Addo a donné son accord pour le remboursement d'une somme de 45 000 dollars US à Poison.

Dans une lettre signée par le Secrétaire de la présidence, Nana Asante Bediatuo, il est écrit que le Président Akufo-Addo a ordonné au ministère des Finances « de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à cette directive » avec la précision que le paiement est effectué pour « des motifs de compassion ».

Dans sa première réaction, un proche de Poison a déclaré que la légende de la boxe se sent homme heureux et enfin en paix après que le Président Akufo-Addo ait ordonné qu'un montant de 45 000 dollars, dû par l'État, lui soit remboursé.

Le remboursement de ce prêt intervient après que D.K. Poison et ses avocats aient envoyé une pétition à la présidence en septembre 2019 pour réclamer les 45 000 dollars US que l'Etat a emprunté il y a plus de 40 ans. La légende de la boxe a tenté en vain de récupérer son argent auprès de divers gouvernements.

A l'origine des faits, la légende ghanéenne de la boxe avait reçu une somme totale de 75 000 dollars US pour avoir remporté la défense de son deuxième titre contre Shigefumi Fukuyama au Japon en 1976.

Il devait recevoir son argent à son retour à Accra via la Banque du Ghana à son retour, il n'avait reçu 31 000 dollars et le reste sans suite. Le gouvernement militaire de l'époque dirigé par le Général Ignatius Kuru Acheampong était en difficulté financières et a dû emprunter les impayés du boxeur pour acheter du maquereau pendant la crise économique vers la fin des années 70.

## **GAMBIA :**

### **The Debate On Jammeh's Return To The Gambia**

<https://foroyaa.net/the-debate-on-jammehs-return-to-the-gambia/>

October 9, 2020

The media and CSO segments are raising the Issue of Jammeh's return or stay in exile. The question whether Gambia should or should not return to the Gambia is not a constitutional but a security and political issue Why is it not a Constitutional issue? Section 25 of the Constitution states:

“(2) Every person lawfully within The Gambia shall have the right to move freely throughout The Gambia, to choose his or her own place of residence within The Gambia, and to leave The Gambia.  
(3) Every citizen of The Gambia shall have the right to return to The Gambia.”

Foroyaa pointed this out when the body of the late Buba Baldeh and Kukoi Samba Sanyang were denied entry for burial in the Gambia.

However, Jammeh’s departed for self -exile after the Impasse was a security and political decision. His coming will also be a security and political decision on his part and the part of the government and people. Many victims are yet to have redress and the TRRC is still receiving its testimonies. Would Jammeh feel comfortable in returning to the Gambia under such an environment or is he likely to wait for the outcome of the Commission before deciding what to do ? The future would tell. What Gambians should bear in mind is that we have avoided war when there was impasse .We should nurture reconciliation reparation and peace after the impasse. This is the way forward.

\*\*\*\*\*

### **Gambia: Is the EU Adopting the Right Approach On the Constitutional Impasse?**

<https://allafrica.com/stories/202010070212.html>

OCTOBER

2020FOROYAA

Newspaper(Serrekunda)

An attempt to see the executive when a matter was laid before the National Assembly, did not appear to be the right approach to take in a political environment where the executive was being agitated in some quarters to defy the EU regarding gay rights.

There is unparalleled degree of political posturing in the Gambia and their request may have given the executive the opportunity to show that he is not under anyone's control. Of course the national interest should dictate otherwise.

In fact, those opposed to the draft constitution out of principle or ignorance did create more suspicion that the Constitution harboured provisions on gay rights leading to sermons by misled religious leaders for the draft Constitution to be rejected.

Gambia has enough principled and intelligent thinkers capable of steering the debate on constitutional reform.

Hence the development partners should not give the impression that constitutional reform is exclusively an executive driven agenda. Such reform could only succeed if it is a people driven agenda since a referendum is ultimately envisaged.

Consultation has already started at the National level and the EU should recognise such national initiative.

The following is a statement indicating concern:

Statement by the High Representative/Vice-President Josep Borrell on the current political situation. The European Union has been at the forefront of support to the democratic transition in The Gambia since 2017 and to the reforms aiming at entrenching democracy, human rights and the rule of law.

Over the last months, it has observed with growing concern a marked slowdown in the pace of the reform process and in particular noted the recent important setback with the rejection of the draft new draft new Constitution. It is key for the 2021 Presidential elections to take place on the basis of a new social contract.

The constitutional review process is linked to other pillars of the democratic transition, in particular the transitional justice process with the Truth Reconciliation and Reparations Commission (TRRC), as well as the Security Sector Reform (SSR). It therefore remains important to lay the foundations for the follow-up of these processes. Moreover, taking forward other significant reforms, such as the revision of the Public Order Law, media and access to information laws prior to the 2021 Presidential elections, requires decisive Government action.

The European Union calls upon the Government to take the lead in building the necessary national consensus around the future direction of the democratic transition, with a new Constitution at its core.



## TCHAD :

### **Tchad: un financement de 38 milliards Fcfa pour appuyer la protection sociale dans 4 provinces** Alwihda Info | Par Info Alwihda - 9 Octobre2020

[https://www.alwihdainfo.com/Tchad-un-financement-de-38-milliards-Fcfa-pour-appuyer-la-protection-sociale-dans-4-provinces\\_a94985.html](https://www.alwihdainfo.com/Tchad-un-financement-de-38-milliards-Fcfa-pour-appuyer-la-protection-sociale-dans-4-provinces_a94985.html)

Le Tchad et la Banque mondiale ont signé jeudi un accord de financement additionnel d'un montant de plus de 38 milliards de Francs CFA (75 millions de dollars), dans le cadre du Projet d'appui aux réfugiés et communautés d'accueil (PARCA).

Le financement vise à garantir l'accès à la protection sociale et aux services sociaux pour les réfugiés et la population, explique Raşit Pertev, représentant résident de la Banque mondiale au Tchad.

Selon le ministre de l'Économie, de la Planification du développement et de la Coopération internationale, Dr. Issa Doubragne, le financement additionnel va permettre l'extension du projet dans quatre provinces supplémentaires (Mandoul, Moyen-Chari, Ennedi Est, Wadi Fira).

495.000 personnes devraient bénéficier des actions mises en oeuvre grâce au financement additionnel.

Le projet PARCA est lancé depuis 2019 à l'Est du Tchad, notamment au Ouaddaï. Au-delà des transferts ou de la distribution de fonds aux bénéficiaires, il est prévu la mise en oeuvre de mesures d'accompagnement au développement humain pour renforcer le capital humain.

Le projet PARCA procède par exemple à l'octroi des subventions productives à des ménages. L'objectif est de les aider à entreprendre des activités génératrices de revenus.

## CENTRAFRIQUE :

### **En Centrafrique, des femmes se lèvent pour la justice**

Une association milite pour la parité au sein de la première commission vérité du pays, chargée de revenir sur les crimes et les violences sexuelles commis depuis soixante ans.

Par Antoine Rolland Publié aujourd'hui à 19h00 [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/09/en-centrafrique-des-femmes-se-levent-pour-la-justice\\_6055486\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/10/09/en-centrafrique-des-femmes-se-levent-pour-la-justice_6055486_3212.html)

Rosalie Kobo Beth sait d'où elle vient et ce qu'elle veut. « EnCentrafrique, les femmes sont éduquées à rester dans un cadre délimité, à ne pas demander plus, regrette-t-elle. Nous, on ose s'afficher. » La jeune femme est porte-parole de l'association I Londo Awè ! (« Nous nous levons ! »), dont l'objectif est clair autant qu'ambitieux : obtenir la parité dans les instances de décision du pays.

Pour leur première campagne, elles se concentrent sur la composition de la future commission vérité de la République centrafricaine (RCA), chargée de revenir sur les crimes commis depuis 1959. Un travail délicat et crucial dans ce pays toujours meurtri par les violences et dont une grande part du territoire demeure sous la coupe de groupes armés.

Suivant le modèle de la commission vérité sud-africaine mise en place au sortir de l'apartheid, les onze membres de la Commission vérité justice réparations et réconciliation (CVJRR) devront écouter les témoignages, faciliter le pardon, procéder aux réparations, matérielles ou symboliques.

En Centrafrique, une loi votée en 2017 prévoit bien la présence de 35 % de femmes dans les sphères de prise de décision du pays, puis 50 % au bout de dix ans. L'association I Londo Awè ! veut la parité tout de suite. Plus que d'autres, Achta sait qu'il n'est pas là question que de symbole, surtout quand il s'agit de panser des blessures et faire avancer la réconciliation.

Orienter les femmes pour les soins

La presque trentenaire travaille à l'Organisation musulmane pour l'innovation en Centrafrique (Omica) dans un centre d'écoute de victimes de violences sexuelles dans le quartier de PK5 à Bangui, la capitale centrafricaine. Elle récolte leurs témoignages, les oriente pour les soins, ou pour les plaintes. « La CVJRR devra enquêter sur les crimes faits aux femmes, rappelle-t-elle. Or, beaucoup de sœurs n'osent pas parler devant des hommes. »

Lire aussi En Centrafrique, la mémoire fragmentée par les conflits

Elle le sait pour avoir elle-même subi deux viols en 2016. Venue alors chercher du soutien dans le centre où elle travaille aujourd'hui, elle fut déstabilisée quand elle comprit qu'un homme, musulman comme elle, recueillerait son témoignage : « C'était très difficile. Je ressentais de la honte. »

Côté judiciaire, Achta a fini par abandonner sa plainte, échaudée par les procédures longues et les interrogatoires incessants toujours menés par des hommes. Aujourd'hui, elle craint toujours de croiser « ses bourreaux », mais songe à présenter son histoire devant la future CVJRR, « pour donner de la force à mes sœurs ».

« Le viol comme tactique guerrière »

C'est l'une des caractéristiques de ce type de cour extrajudiciaire : « Il s'agit d'une forme de justice plus empathique, plus bienveillante, où la victime est soutenue, encouragée », souligne Jean-Pierre Massias, professeur en droit public à l'université de Pau. De quoi en faire un « outil efficace » contre le sentiment d'impunité, juge le spécialiste : « Si vous mettez en place une cour pénale spéciale, vous allez attraper au maximum 1 % des violeurs, les faits étant difficiles à prouver. » Là où une cour criminelle jugera le violeur, la CVJRR pourra faire le procès du viol, phénomène massif en Centrafrique et contre lequel il se révèle difficile de lutter.

Pour la seule année 2019, les ONG du pays ont recensé plus de 3 000 « incidents issus de violences sexuelles ». Ces données sous-représentent la situation, ne prenant en compte qu'une partie du pays et les seuls témoignages. En Centrafrique, le viol est utilisé « de manière généralisée et systématique comme tactique guerrière », soulignait en 2019 un tribunal de l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch.

Pire, les violences sexuelles liées au conflit ont entraîné une explosion des cas au niveau domestique. « Le point de bascule a été le début des années 2000, se souvient Nadia Carine Fornel Poutou, présidente de l'Association des femmes juristes centrafricaines, qui porte assistance juridique aux victimes. Avant, il y avait bien le poids des traditions, mais pas autant de crimes. »

« La CVJRR devra avoir une fonction éducative sur le viol, dans une société devenue permissive », estime Jean-Pierre Massias. Une mission qui suppose de gagner la confiance de la population et d'axer largement son mandat sur les violences faites aux femmes. « En cela, conclut M. Massias, le choix des commissaires sera essentiel. »

**CAMEROUN :**

**CAMEROUN : LES ABSENCES RÉPÉTÉES DE NSAME**

**PRÉOCCUPENT SON SÉLECTIONNEUR LE 9 OCT 2020 À 17:34** Publié par IsidoreAKOUETE

<https://www.africatopsports.com/2020/10/09/cameroun-les-absences-repetees-de-nsame-preoccupent-son-selectionneur/>

Retenu pour le stage des Lions Indomptables qui se déroule actuellement à Utrecht au Pays-Bas, Jean-Pierre Nsame a déclaré forfait in-extremis à cause d'une blessure.

Pour cette même raison ou pour d'autres aléas, l'attaquant des Young Boys n'avait pas pu répondre aux précédentes invitations du technicien portugais Antonio Conceição. Une situation qui préoccupe désormais.

L'entraîneur-sélectionneur du Cameroun s'est présenté à la confrontation face au Japon avec un effectif considérablement diminué pour des raisons officielles de blessure et de restrictions liées à la pandémie de Covid-19. Toutefois, il se pourrait qu'une absence se situe en marge des causes citées supra : celle de Jean-Pierre Nsame. En effet, le technicien portugais a fait savoir à la presse, que le joueur de Young Boys de Berne a déjà décliné trois fois ses convocations.

« C'est une réalité. Depuis que je suis à la tête de la sélection, j'ai convoqué Jean Pierre Nsame trois fois et chaque fois qu'il a été appelé, il y a eu un motif de refus de sélection pour blessure et pour une autre raison. Je ne peux pas faire un jugement sur une personne avec qui je n'ai eu d'échanges. Je suis entraîneur de foot et je dois l'évaluer en tant que footballeur professionnel. Le fait qu'il ne vient pas trois fois de suite peut susciter des doutes sur l'envie de venir représenter l'équipe nationale.

C'est au joueur d'assumer sa position publiquement et de dire s'il veut représenter l'équipe nationale ou pas. Jean Pierre Nsame est un joueur qui a de grosses compétences depuis l'année dernière. Les buts et tout ce qu'il fait les week-ends le prouvent. C'est un joueur qui a une grosse qualité et qui marque beaucoup de buts, » a expliqué Antonio Conceição.

## **CONGO BRAZZA :**

### **Congo-B: nouvelle polémique suite à un licenciement au CHU de Brazzaville**

Loïcia MartialPublié le : 09/10/2020 - 04:29

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201009-congo-b-nouvelle-pol%C3%A9mique-suite-%C3%A0-licenciement-chu-brazzaville>

Le président de l'Intersyndicale du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, qui a longtemps dénoncé une mauvaise gestion par la direction canadienne de cet établissement, a été limogé en tant qu'agent. Une décision mal digérée par ses collègues qui demandent son rétablissement et menacent d'entrer en grève.

De notre correspondant à Brazzaville,

Selon la note de licenciement signée par le nouveau directeur général du CHU, Denis Bernard Raiche, il est reproché notamment à Victor Bienvenu Kouama d'avoir tenu des propos injurieux et proféré des menaces à l'endroit des autorités. Mais ce licenciement ne passe aux yeux du Dr Albert Ngatsé Oko, membre de l'Intersyndicale.

« Un excès d'autorité »

« C'est très abusif, c'est un excès d'autorité et je crois que c'est même une dictature exercée par le DG canadien. Parce que un directeur général qui prend ses fonctions et même pas une semaine après commence par licencier un président de l'Intersyndicale, un travailleur protégé, sans respecter aucune procédure ni légale ni réglementaire, cela signifie que c'est un abus », a dénoncé M. Ngatsé Oko.

Il exige que le responsable licencié soit rétabli dans ses droits sans délai. « Nous restons extrêmement vigilants et attirons de plus en plus l'attention des autorités pour que ce genre de licenciement ne se répète plus », a-t-il clamé.

Jeudi, une réunion de négociations entre la direction et les travailleurs du CHU a échoué. Ces derniers menacent d'entrer en grève générale illimitée à compter du 12 octobre si la décision de licencier leur collègue est maintenue.

---

**UNION AFRICAINE :**

**L'Union Africaine lève les sanctions contre le Mali**

<https://fr.africanews.com/2020/10/09/l-union-africaine-leve-les-sanctions-contre-le-mali/> By Fabrice Marimootoavec AFP

Après la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), c'est au tour de l'Union Africaine (UA) de normaliser ses relations avec le Mali.

Ce vendredi le Conseil de Paix et de Sécurité a levé la suspension du pays de l'organisation continentale. Cette décision met fin à près de deux mois de sanctions contre le Mali après le coup d'État contre le président Ibrahim BoubacarKeita.

Ces dernières semaines la junte avait multiplié les signes envers la communauté internationale, notamment l'investiture du Président Bah Ndaw et la formation d'un gouvernement de transition dirigé par Moctar Ouane, un diplomate decarrière.

La CEDEAO avait mercredi levé l'embargo commercial et financier contre le pays.

---

**CHINA :**

**China upbeat on smooth elections in Tanzania**

<https://www.thecitizen.co.tz/news/China-upbeat-on-smooth-elections-in-Tanzania/1840340-5631104-qicr0l/index.html>

Sunday October 11 2020

In Summary

Ambassador Wang Ke says Tanzania has a rich history of holding peaceful elections, something that creates the belief that the coming polls would also follow the same trend as in previous years. She says her country also upholds the noninterference policy

By Alawi Masare

Dar es Salaam. China's ambassador to Tanzania Wang Ke yesterday expressed her satisfaction with the ongoing election campaigns, stressing her country's noninterference policy with the local affairs.

Ms Wang, who spoke at a briefing after inspecting the newly built Mwalimu Julius Nyerere Leadership School, said Tanzania's experience of holding peaceful elections created a belief that even the coming elections would be successful.

"We have seen smooth, open and orderly campaigns since the end of August as per the laws governing the process. China is upholding the principle of noninterference policy in other country's internal affairs. Tanzania is a land of peace. It has a long history of peace, security and tranquillity. So, we believe that Tanzania has strong wish, system and capability to conduct free, fair and peaceful elections," she said during the ceremony also attended by CCM supporters from around the college surroundings.

“We have seen in this election that major political parties are actively participating, you have recorded the numbers of registered voters and you have the largest number of presidential candidates,” she said.

“We are committed to strengthening the relations between China and Tanzania and of course between CCM and CPC, which I also represent. Our relationship is based on four principles of independence, complete equality, mutual respect and noninterference to each other’s internal affairs,” she said. Ruling party’s secretary general Bashiru Ally and the China envoy had visited the leadership school for final inspection.

Dr Bashiru said the visit was part of commemorating the death of Tanzania’s founding President Mwalimu Julius Nyerere whose death is marked every October 14.

“I’m here with China’s ambassador as part of commemorating Mwalimu Nyerere whose contribution to liberation of Africa is outstanding,” said Dr Bashiru.

The two led party supporters to go through the modern structures of the school expected to host about 200 learners altogether. The Sh90-billion school located at Kibaha was cofounded by six parties in southern Africa. The parties include Tanzania’s CCM, the African National Congress (ANC) of South Africa, Mozambique’s Liberation Front (Frelimo) and the People’s Movement for the Liberation of Angola (MPLA), Swapo Party of Namibia and the Zimbabwe African National Union-Patriotic Front (Zanu PF) of Zimbabwe.

The six parties cooperated with the Communist Party of China (CPC) whose company CRJE constructed the school. “The party to party relations are very important part of relations between two countries and their people,” said Ms Wang.

Dr Bashiru said CCM was implementing its policy of having leadership colleges which would instill pan-African philosophy among its leaders. He said the college would train

public servants and political party leaders with the Pan-Africanism thinking even if they are from the opposition.

CCM has two other leadership colleges: Ihemi in Iringa and Tunguu in Zanzibar.

“These are liberation parties formed in 1960s and challenges have changed in our countries. So, these schools will help to prepare our leaders to tackle challenges of the time by properly learning the history,” said Dr Bashiru.

He said the curriculum for the school was already prepared and would be commissioned after the October elections and after other countries have stabilized from Covid-19.

\*\*\*\*\*

**China’s recovery isn’t as rosy as it appears — but there’s still ‘room for optimism’**

PUBLISHED FRI, OCT 9 2020 2:01 AM EDT

Weizhen Tan <https://www.cnbc.com/2020/10/09/china-economic-recovery-after-covid-19-pandemic-golden-week-activities.html>

SINGAPORE — China’s recovery isn’t as rosy as people think — even though the world’s second largest economy has bounced back after a coronavirus-induced slowdown, according to the CEO of research firm China Beige Book, Leland Miller.

China has indeed seen recovery but there is no improvement on a year-on-year basis, Miller pointed out, adding that the recovery is not evenly spread out across the economy.

“The recovery itself is actually two-pronged, and you see the larger cities, you see the coastal regions doing much, much better than the rest of the country,” he told CNBC on Friday.

“So, there’s really two recoveries going on — Beijing wants to advertise the Beijing, Shanghai, Guangdong type of recovery, but that’s not most of China,” he said, adding that the rest of China is seeing a far more muted recovery.

U.S.-based China Beige Book, which conducted an independent quarterly survey of more than 3,300 businesses in China between Aug. 13 and Sept. 12 this year, found that growth is intact in the wealthier, coastal regions in the country.

However, the analysis also found that revenue and profit in every region fell double digits in the third quarter compared to a year ago. It also showed that most provinces in the landlocked parts of the country saw output and domestic orders decline from the previous quarter.

Worries that borrowing has slowed

Miller also said businesses aren’t borrowing as much as they should – a worrying sign.

“If you look at what’s happening in the credit markets too, a lot of these firms, services in particular, but also retail, others, are not borrowing as much as you would think that they would,” he said.

Small and medium-sized companies are borrowing a lot less than they were in the second quarter, Miller said.

“That’s not what should happen. When you’re coming out of a coronavirus stoppage or slowdown, we should be seeing a lot more borrowing. Since we’re not, you got to question what firms are seeing that’s making them hesitate,” Miller added.

China was the first country to get hit by the coronavirus pandemic. After shutting down most of its economy to contain the spread of the outbreak, the country reported a 6.8% contraction in the first quarter.

As the outbreak came under control, however, businesses reopened and the country reported GDP grew 3.2% in the second quarter.

Golden Week gives ‘room for optimism’

However, the national day celebrations in the past week, dubbed the Golden Week, has led to “room for cautious optimism,” according to Benjamin Cavender, managing director at China Market Research Group.

“If you look at the trip numbers – 600 million trips taken for this week this year, that’s still down compared to about 800 million last year. So the numbers on the face of things still look lower, but they’re coming back,” he told CNBC Friday. “Retailers, tour operators will really take this as a win right now.”

During this period, tourism revenue totaled 466.56 billion yuan (\$69.5 billion) – with 637 million domestic tourists, ANZ Research said, citing data from the country’s ministry of culture and tourism.

“This suggests that the consumer sector, the final part of the recovery story, is revving up,” the firm said in a note on Friday.

— CNBC’s Evelyn Cheng contributed to this report.

-----  
**USA :**

**USA / FBI : un complot visant l’enlèvement d’une gouverneure déjoué**

<https://l-frii.com/usa-fbi-un-complot-visant-lenlevement-dune-gouverneure-dejoue/DOUNA>  
Augustin09/10/2020

Pendant des mois, 13 conspirateurs complotaient un plan pour enlever la gouverneure démocrate du Michigan Gretchen Whitmer, une farouche opposante à Donald Trump, et déclencher une “guerre civile”. Ces hommes, liés à un groupe américain d’extrême droite, ont été inculpés après que le FBI eut déjoué leur complot grâce à des informateurs et à des agents infiltrés.

Six des conspirateurs, considérés comme des “extrémistes violents” par le procureur du district Ouest du Michigan, Andrew Birge, avaient prévu de kidnapper Gretchen Whitmer avant l’élection présidentielle du 3 novembre puis de la “juger” pour “trahison”, selon l’acte d’accusation rendu public ce jeudi 8 octobre.

Sept autres hommes associés au groupuscule local “Wolverine Watchmen” ont également été arrêtés et inculpés pour avoir planifié “une opération en vue d’attaquer le bâtiment du Capitole et kidnapper des responsables du gouvernement, dont la gouverneure”, a ajouté la ministre de la Justice du Michigan, Dana Nessel. Ces miliciens ont également “proféré des menaces de violences pour provoquer une guerre civile”, a expliqué Dana Nessel.

La gouverneure s’est dite effarée par la nouvelle. “Quand j’ai prêté serment il y a vingt-deux mois, je savais que ce travail pouvait être difficile. Mais pour être honnête, je n’avais jamais imaginé une chose pareille”, a réagi Gretchen Whitmer lors d’une conférence de presse.

## ONU/UN :

### **L’ONU appelle à la participation pleine et égale des femmes à la réalisation de la paix 9 octobre 2020**

<https://news.un.org/fr/story/2020/10/1079482>

« Aujourd’hui, le leadership des femmes est une cause. Demain, il doit être une norme. C’est ainsi que nous transformerons la paix et la sécurité internationales », a affirmé António Guterres lors d’une table ronde portant sur les femmes, la paix et la sécurité.

La résolution 1325 « Femmes, paix et sécurité », du Conseil de Sécurité des Nations Unies, est la première à reconnaître et vouloir renforcer le rôle primordial des femmes dans la construction de la paix. Elle souligne « le lien entre l’inégalité des sexes et la fragilité, ainsi qu’entre la sécurité des femmes et la sécurité internationale ».

Depuis son adoption en octobre 2000, l’ONU travaille sans relâche pour faire avancer le programme sur les femmes, la paix et la sécurité.

Pour marquer son 20<sup>e</sup> anniversaire, le chef de l’ONU a organisé une table ronde virtuelle avec quatre femmes leaders venues de Chypre, du Darfour, du Mali et de la République centrafricaine.

« La participation pleine, égale et significative des femmes à la réalisation et au maintien de la paix est une priorité pour les Nations Unies, essentielle au succès du maintien de la paix et une pièce maîtresse de mon initiative ‘Action pour le maintien de la paix’ », a déclaré M. Guterres.

Participation des femmes = durabilité de la paix

Le chef de l’ONU a souligné que dans les situations de conflit, ce sont souvent les femmes qui négocient la paix au niveau communautaire. Les partenariats des opérations de paix avec les femmes leaders et leurs réseaux se sont avérés essentiels pour instaurer la confiance et aider à prévenir et à résoudre les conflits.

Il a toutefois déploré que les femmes continuent d’être activement mises à l’écart une fois que ces processus passent aux niveaux national et international, signalant que les femmes ne représentent que 13 % des négociateurs, 3 % des médiateurs et 4 % des signataires.

« Les femmes continuent à devoir se battre pour faire entendre leur voix, malgré la montagne de preuves sur la corrélation entre la participation des femmes et la durabilité de la paix », a dit M. Guterres.

Repenser et redistribuer le pouvoir

Selon le Secrétaire général, les femmes doivent non seulement être consultées mais participer activement. Elles doivent non seulement être invitées mais aussi mener les discussions et se voir garantir des droits et un traitement juste, pas seulement être impliquées.

« Pourtant, nous sommes tout à fait conscients qu'en raison des revers politiques, du manque d'investissements dans les organisations de droit des femmes et, soyons honnêtes, des mentalités bien ancrées et de la domination des hommes, les progrès demeurent lents », a constaté M. Guterres. Cela doit changer, a affirmé le chef de l'ONU, soulignant que « l'égalité des sexes est une question de pouvoir ».

Il a plaidé en faveur de « mesures temporaires spéciales et de quotas dans tous les secteurs, y compris la représentation politique et la prise de décisions en matière de paix et de sécurité ».

« Nous avons besoin d'un changement radical pour repenser et redistribuer la façon dont le pouvoir est détenu et exercé » a-t-il dit, ajoutant que l'ONU est fermement résolue à faire de cela une réalité.

**DAM, NY, AGNEWS, Dimanche 11 octobre 2020**